

# INPRECOR

Numéro 212 du 3 février 1986 - 12FF - 85FB - 4FS

## EUROPE CAPITALISTE



**Les effets sociaux de la crise économique**

**DOSSIER MOUVEMENT PACIFISTE**

**Les débats autour de l'Appel de Prague**

## Sommaire du numéro 212 du 3 février 1986

3	PHILIPPINES	La fraude électorale ne freinera pas la crise de la dictature	Paul PETITJEAN
5	ECONOMIE	Les conséquences sociales de la crise économique en Europe capitaliste	Ernest MANDEL
15	DOSSIER MOUVEMENT PACIFISTE	Le débat autour de l'Appel de Prague	Jacqueline ALLIO
16	—	L'Appel de Prague	DOCUMENT
17	—	La position des pacifistes est-allemands	DOCUMENT
19	—	Helsinki, la diplomatie et le mouvement pacifiste	DOCUMENT
20	—	Lettre du KOS polonais	DOCUMENT
21	—	Comment réaliser nos objectifs communs ?	Jacqueline ALLIO, Ernest MANDEL
22	—	Il n'y a qu'un seul bloc militaire	« POLITIKUS »
24	—	Réponse à « Politikus »	Petr UHL
25	—	La paix et les droits de l'homme	Mihailo MARCOVIC
26	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE ANTILLES : La position du GRS pour les élections régionales. EUROPE : Rencontre des directions des sections de la IV <sup>e</sup> Internationale. ILE MAURICE : Les élections municipales et la campagne de l'OMT-FNAS.		

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

*Inprecor*, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

### POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

# La fraude électorale ne freinera pas la crise de la dictature

**C'**EST le 7 février 1986 que les élections présidentielles anticipées doivent se tenir aux Philippines. Si du moins Ferdinand Marcos — président en titre — ne fait pas machine arrière à la dernière minute en faisant annuler la consultation.

Ces élections devraient permettre à Marcos de légitimer un pouvoir dictatorial de plus en plus contesté dans l'archipel comme à l'étranger. Il s'est donné tous les moyens de remporter cette consultation électorale, utilisant à cette fin les ressour-

ces financières, politiques et militaires de l'Etat. Mais, contrairement à son attente, le recours massif à la fraude et à l'intimidation risque de déconsidérer encore plus le régime et d'accroître sa crise.

Le « système Marcos », mis en place à partir de 1972 grâce à l'établissement de la loi martiale, est en train de se disloquer. Un succès, très probable, de la dictature aux présidentielles de février prochain pourrait dès lors se révéler une victoire à la Pyrrhus.

Paul PETITJEAN

Pour les masses populaires de l'archipel, l'année 1985 a été dominée par l'aggravation de leurs conditions de vie, aggravation souvent dramatique comme dans l'île du sucre, Negros. Pour le monde politique, l'année 1985 a été marquée par les rumeurs et contre-rumeurs concernant la possibilité d'élections présidentielles anticipées. Selon le calendrier électoral, elles devaient se dérouler en 1987 et Marcos avait plus d'une fois affirmé qu'elles ne seraient pas avancées. Pourtant, en novembre, il annonçait que les présidentielles se tiendraient en janvier 1986 (deux mois plus tard !), avant de les reporter au 7 février pour désamorcer les protestations soulevées aux Philippines et aux Etats-Unis par sa soudaine précipitation.

Les objectifs de Marcos sont clairs. Il lui faut redonner un vernis de légitimité populaire à son pouvoir personnel et dictatorial. Il sait que le temps lui est compté, du fait des pressions croissantes exercées à son égard par l'administration américaine, très inquiète de l'incurie du régime face à la crise qui secoue l'archipel. Du fait aussi de sa santé : Marcos est affecté d'une maladie rénale cyclique qui met périodiquement ses jours en danger. C'est un sujet tabou qui rythme la vie politique du pays. Le retour de la figure d'opposition, Benigno « Ninoy » Aquino, et son assassinat en août 1983, s'expliquaient probablement par le fait que Marcos, très malade, pouvait succomber rapidement.

## LES TROIS POLES DE L'OPPOSITION A LA DICTATURE

La susceptibilité du pouvoir est ici à fleur de peau. A tel point que, quand un spécialiste des reins qui soigne Marcos est enlevé puis assassiné en novembre de l'année dernière, tout le monde pense qu'il a été tué sur ordre pour avoir trop parlé de la santé du président. Fin janvier 1986, en pleine campagne électorale, Marcos apparaît à nouveau physiquement

très affaibli.

En annonçant des élections surprises, Marcos espérait certainement bénéficier de la dispersion des forces d'opposition. Durant toute l'année 1985, des négociations directes ou indirectes se sont poursuivies entre les différentes forces d'opposition, en vue de préparer d'éventuelles échéances électorales. Mais, à l'automne, ces négociations s'étaient soldées par des échecs, les divergences politiques et les appétits présidentiels aidant. Trois pôles principaux sont apparus, à l'occasion de ces pourparlers.

Les formations bourgeoises d'opposition les plus conservatrices et traditionnelles sont regroupées au sein de l'Organisation démocratique et nationaliste unifiée (UNIDO). Leur chef de file, Salvador Laurel, ancien proche de Marcos qui a soutenu l'établissement de la loi martiale, s'est fait élire président de l'UNIDO en juin 1985 et n'a jamais caché ses formidables ambitions personnelles.

Par ailleurs, un ensemble de groupes s'est rassemblé derrière la personnalité de Corazon « Cory » Aquino, fille d'une grande famille très proche du président et de sa femme Imelda, les Cojuangco, mais veuve de « Ninoy » Aquino, concurrent dangereux de Marcos, longtemps emprisonné, envoyé en exil aux Etats-Unis, puis assassiné lors de son retour au pays. De simple épouse d'un homme politique, « Cory » est devenue, après l'assassinat de son mari, une figure morale, et plus encore, une alternative morale, face à la corruption du régime Marcos et à la dictature.

Très tôt, la candidature de Cory était soutenue par des groupes d'affaires de Makati, la « City » de Manille ; par une organisation politique comme le Parti démocratique philippin Lakas ng Bayan (PDP-Laban), composante de l'opposition parlementaire, dont l'implantation est notable dans le Nord de l'île de Mindanao où se trouve l'un de ses principaux dirigeants, Pimentel ; par un secteur de l'administration américaine ; par un courant issu des milieux jésuites, s'appellant les « Sociaux démocrates » ou « Soc.Dems »,

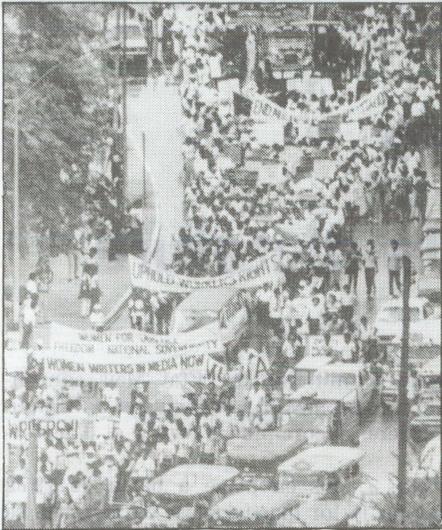
clandestin mais dont la direction est généralement anticommuniste, et qui a tissé des liens avec « Butz » Aquino, beau-frère de Cory ; et aussi par des personnalités de la gauche nationaliste indépendante.

Le troisième pôle d'opposition, une coalition de mouvements populaires de masse, Bayan (Bagong Alyansang Makabayan — la Nouvelle fédération patriotique) s'est constituée dans le courant de l'année. Lancée en mars 1985, Bayan a tenu son congrès en mai. On retrouve dans cette coalition les plus importantes organisations de masse, comme le centre syndical KMU (Kilusang Mayo Uno — Mouvement du premier mai), l'Alliance nationaliste, de nombreuses organisations paysannes etc. Bayan revendique un million de sympathisants, adhérant à des associations membres. Influencée par le Front national démocratique (NDF), Bayan est le principal pôle d'opposition populaire.

Cependant, en mai dernier et dans les semaines qui suivirent, une série de composantes minoritaires de Bayan l'ont quitté au niveau national (il peut en aller différemment au niveau régional) : des éléments de la bourgeoisie « moderniste » de Makati d'abord, ainsi que « Butz » Aquino et le courant « Soc. Dem. » qui ont fondé une coalition concurrente : Bandila (bannière). Des personnalités nationalistes et anti-impérialistes indépendantes comme l'ex-sénateur José Diokno, et un mouvement comme Kaakbay, (dirigé par Diokno mais comprenant aussi des éléments marxistes « hors parti ») ont par ailleurs quitté Bayan dans les semaines qui ont suivi le congrès de mai.

## LA CANDIDATURE DE « CORY » ET L'APPEL AU BOYCOTT DU PCP

Sur le plan des forces populaires, Bayan ainsi que le Parti communiste des Philippines (PCP), la Nouvelle armée du peuple (NPA) et le Front national démocratique (NDF) représentent un pôle en pleine expansion et sans concurrent sérieux. Mais, fin 1985, sur le plan de la politique électorale, les forces de l'op-



Manifestation anti-Marcos à Manille. (DR)

position apparaissent plus divisées que jamais. Marcos comptait probablement sur cette dispersion pour gagner sans difficulté, et donc sans fraude trop voyante, les élections présidentielles de février.

A la veille de la clôture du dépôt des candidatures, Salvador Laurel et Corazon Aquino sont pourtant arrivés à un accord de dernière minute : le premier acceptait de renoncer à la présidence pour la vice-présidence, la seconde acceptait de se présenter sous le drapeau de l'UNIDO et non sous celui du PDP-Laban. Bayan ne présentant pas de candidature — cette coalition appelle au boycott d'élections qu'elle considère non-démocratiques —, Marcos doit affronter une candidature unique qui bénéficie d'un appui populaire et d'une convergence non négligeable, bien que momentanée, de forces.

La candidature de Cory présente des faiblesses évidentes. Personnalité morale, il lui manque un programme de gouvernement et l'expérience politique. La coalition qui la soutient reste hétéroclite. Mais bien des observateurs, dont des éléments du régime lui-même, jugent ou reconnaissent que si des élections libres avaient lieu, Corazon Aquino l'emporterait probablement sur Marcos. Depuis des années, le bilan du régime est celui d'une faillite de plus en plus en prononcée. Et 20 ans de pouvoir personnel de Marcos (il a été élu pour la première fois en 1965), cela suffit ! La stature morale de Cory la sert probablement plus que son inexpérience ne la dessert. Manille se sent d'opposition et la campagne de Cory attire des foules extraordinaires dans les centres de provinces : 200 000 personnes à Cebu, près de 300 000 à Davao.

Les principales forces révolutionnaires de l'archipel (le PCP, la NPA, le NDF) ont appelé au boycott, ainsi que les principales organisations de masse comme la KMU, l'Alliance nationaliste et Bayan. Elles considèrent que les dés électoraux resteront pipés tant que Marcos sera président, que les candidatures Cory-Laurel sont bourgeoises, que le programme de Corazon Aquino s'oppose au leur dans la mesure notamment où cette dernière se refuse à dénoncer l'accord prévu sur la présence jusqu'en 1991 des

bases militaires américaines dans l'archipel (1).

Tout en maintenant cette position de principe, il semble que ces forces ne mobilisent pas massivement en vue d'imposer un boycott actif et ne s'oppose pas frontalement aux secteurs populaires qui souhaitent voter « utile » en cherchant à se débarrasser de Marcos. La plupart des éléments de la gauche nationaliste et marxiste indépendante ont par contre choisi de se situer au sein de la campagne de Cory, pour organiser de l'intérieur l'aspiration au changement que cristallise la candidature de la veuve de « Ninoy » Aquino : une formation comme Kaakbay et les trois « ex-sénateurs » nationalistes, José Diokno, Jovito Salonga (revenu de son exil aux Etats-Unis en janvier 1985) et Lorenzo Tanada (par ailleurs président de la coalition Bayan qui appelle au boycott) soutiennent Cory.

### LE SYSTEME MARCOS MANQUE D'AIR

La position de Marcos est d'autant plus affaiblie que son système de pouvoir se désarticule. L'épine dorsale de ce système est l'armée. Or, le corps des officiers se divise de plus en plus entre les proches de Marcos et les éléments favorables à une réforme du régime (2). Marcos contrôle encore l'état major, mais il a dû, pour s'assurer d'une « bonne » préparation des élections, remettre un temps à la tête des forces armées le général Ver, mis en accusation pour le meurtre de Benigno Aquino et finalement acquitté après une parodie de justice, malgré les pressions américaines.

L'ossature de ce système Marcos, c'est le soutien américain. Il fut longtemps sans faille, sans souci des souffrances infligées aux masses populaires par une dictature de plus en plus meurtrière. Mais le gouvernement américain est aujourd'hui conscient de l'incurie du régime et s'inquiète de la croissance des forces communistes. Après l'assassinat d'Aquino, en août 1983, Washington a tenté d'imposer des réformes et une ouverture démocratique à Marcos. Il s'agissait pour l'administration américaine de surmonter ainsi la crise de la dictature en s'engageant sur une voie étroite qui consiste à maintenir le soutien à Marcos, pour ne pas sauter dans l'inconnu, tout en renforçant l'opposition bourgeoise pour qu'elle soit enfin intégrée au régime. Le palais présidentiel a jusqu'à maintenant bien verrouillé cette porte étroite, au grand dam de Washington.

L'administration américaine est donc aujourd'hui profondément divisée. D'un côté, Jeane Kirkpatrick, ancienne ambassadrice américaine à l'ONU et la droite de la droite républicaine, affirment un soutien sans fard à Marcos, tandis que Solarz obtient du Congrès américain l'ouverture d'une enquête sur les placements immobiliers qui représentent une fortune considérable de la famille Marcos aux Etats-Unis, menaçant ainsi le président philippin d'un scandale financier de grande ampleur.

Le système sanguin du régime de Marcos, c'est le clientélisme, composé des mille canaux par lesquels la manne financière contrôlée par le pouvoir bénéficie à ceux qui s'affirment les soutiens du président et de sa femme Imelda. Mais la crise économique est là, l'argent se fait progressivement plus rare, des bastions économiques constitués grâce à l'appui de l'Etat doivent être partiellement démantelés, les milieux d'affaire d'opposition ont repris une initiative longtemps perdue.

L'oxygène du régime, c'est l'appui ou au moins la neutralité bienveillante de l'Eglise dans ce pays à 85 % catholique. Or, la hiérarchie elle-même est exaspérée par l'intransigeance du président et est inquiète d'une possible passation de pouvoir à l'armée. A l'occasion de lettres pastorales, la conférence des évêques a fait savoir à la population que dans le secret de l'urne, elle devait voter selon sa conscience et non en fonction des faveurs que tel ou tel aurait reçu d'un parti politique donné.

Le centre nerveux du système, c'est la présidence, Ferdinand Marcos. Or, Marcos est un dirigeant en sursis, du fait de la situation politique et de son état de santé. Tout le monde prépare activement l'après-Marcos... sauf semble-t-il ce dernier dont le seul objectif serait de durer.

Dans cette atmosphère de fin de règne, Marcos se donne encore une fois les moyens de l'emporter sur le plan électoral : un contrôle étroit des médias, la corruption, la fraude électorale et l'intimidation. Ainsi, le filleul de Corazon Aquino, engagé dans la campagne de l'opposition, a été tué et mutilé, son pouce et son index, qui forment le « L » symbolique de « Laban » (combat) ont été coupés. Le régime ne recule devant rien pour maintenir sa domination. L'archevêque de Manille, le cardinal Sin, a publiquement dénoncé la préparation de la fraude électorale. Le journaliste Nayan Chanda note que la « possibilité que Marcos ait recours à une fraude de grande ampleur est prise au sérieux par l'administration Reagan et de nombreux dirigeants du Congrès américain » (3).

Pour augmenter sa pression et faire bonne figure, l'administration américaine a décidé d'envoyer une délégation officielle pour surveiller le déroulement du scrutin. Manille a répondu en décrétant que les étrangers n'auront pas le droit, sous peine de prison et de déportation, de s'approcher à moins de 50 mètres des 90 000 centres de votes du pays, le jour des élections.

Au lieu d'assurer une légitimité apparente au régime, les prochaines élections vont souligner l'ampleur de la crise qui le mine.

Paul PETITJEAN,  
24 janvier 1986.

1. Voir, au sujet des bases américaines, l'interview de Roland Simbulan publiée dans *Inprecor* numéro 205 du 21 octobre 1985.

2. Voir *Inprecor* numéro 205 du 21 octobre 1985.

3. *Far Eastern Economic Review* du 23 janvier 1986.

# Les conséquences sociales de la crise économique en Europe capitaliste

**N**OUS publions ci-dessous la version rédigée d'un rapport effectué il y a quelques mois à la rencontre des bureaux politiques des sections européennes de la IV<sup>e</sup> Internationale par Ernest Mandel. Ce texte aborde les différentes conséquences sociales de la crise économique que traversent actuellement les pays d'Europe capitaliste.

Cet article analyse plus particulièrement les questions relatives à l'emploi et au chômage, aux conséquences de l'intro-

duction des nouvelles technologies en matière d'emploi et à l'état de la réorganisation du procès de travail. Le projet politique et social global de la bourgeoisie est abordé dans ses objectifs ultimes de même qu'est analysé le degré actuel de sa réalisation.

Enfin, sont étudiés les divers éléments de recomposition du mouvement ouvrier et sa résistance aux attaques mises en œuvre par la bourgeoisie. ■

Ernest MANDEL

La longue phase de dépression économique dans laquelle se trouve l'économie capitaliste ne donne aucun signe de redressement. Elle est caractérisée par une montée structurelle du chômage que l'on peut résumer par la formule suivante : le taux d'augmentation du chômage est égal au taux d'augmentation de la productivité du travail, auquel on doit ajouter le taux d'accroissement démographique et soustraire le taux de croissance économique. En moyenne, la productivité du travail continue à augmenter de 2,5 à 3 % par an. Comme le taux de croissance économique est inférieur à ce chiffre-là, on observe donc déjà, même sans prendre en compte le mouvement démographique, une augmentation du chômage.

## L'ARRIERE-PLAN ECONOMIQUE DE LA CRISE

Il ne s'agit évidemment pas d'une dépression économique linéaire. Le cycle industriel continue à fonctionner. Il y a donc, dans le cadre de cette dépression, succession de phases de récession et de phases de reprise. Actuellement, nous sommes en situation de reprise pratiquement dans tous les pays d'Europe capitaliste. Mais une nouvelle phase de récession est inévitable en 1986 ou en 1987, même si personne ne peut en prédire la date avec certitude. L'ampleur de ces mouvements conjoncturels est différente selon les cas. L'insertion de l'Europe capitaliste dans le marché mondial, donc l'essor relatif des exportations, joue un rôle important à ce propos. Contrairement à ce qui s'est passé dans la deuxième moitié des années 1970, l'Europe capitaliste profite actuellement, à des degrés divers, de toutes les faiblesses structurelles de l'économie américaine, c'est-à-dire du taux surélevé du dollar, du manque de productivité de l'industrie américaine, de l'énorme déficit du budget américain, du taux d'inflation plus élevé aux Etats-Unis que dans certains pays d'Europe occidentale. L'inverse risque également d'être vrai :

dès que commencera la phase de récession aux Etats-Unis, il pourrait y avoir une forte chute des exportations européennes vers les USA. De ce fait, la prochaine récession risque d'être plus forte qu'en 1980-1982 en Europe.

Il est important de réfuter un mythe, celui du déclin de l'Europe dans le monde, qui est très largement répandu et dont la fonction politique est évidente, dans le sens de la collaboration de classe et de l'acceptation d'une politique d'austérité. Pour l'instant, et sans se livrer à des spéculations sur l'avenir, cela reste un mythe. La part des impérialismes européens dans le marché mondial, aussi bien pour les exportations de marchandises industrielles que pour les exportations de capitaux, n'a pas baissé. Il est difficile d'établir une tendance générale, parce qu'il y a des discordances entre pays et d'année en année. Mais s'il y a une tendance générale, elle va plutôt dans le sens inverse, vers une légère remontée de la part de l'Europe pour les exportations de marchandises et une très nette augmentation pour les exportations de capitaux. Là, c'est même sensationnel, mais évidemment, on peut en discuter la signification. En Grande-Bretagne, il y a une réorientation réelle du capital financier vers des opérations financières, des opérations de la City, et notamment des exportations de capitaux, qui ont atteint des niveaux records, ce qui n'est pas en soi positif pour la bourgeoisie britannique, puisque ce mouvement est accompagné, contrairement aux pays de l'Europe continentale, d'une véritable désindustrialisation au moins momentanée.

D'une manière générale, la part des Etats-Unis dans l'ensemble du stock des capitaux investis à l'étranger est maintenant inférieure à 40 %. Il faut remonter à la période d'avant la Deuxième Guerre mondiale pour retrouver ce chiffre. La part du Japon aussi bien que celle de l'Europe sont en augmentation constante. Quant aux exportations mondiales de biens industriels, la part de la RFA est pratiquement stable par rapport au milieu des années 1970, donc un peu au-dessus de 15 % du marché mondial et en remontée par rap-

port au début des années 1980, quand elle était tombée aux environs de 14 %. Pour les Etats-Unis, on est en-dessous du niveau des années 1970 ; pour le Japon, il y a une forte augmentation. Actuellement, la RFA est le premier pays mondial pour l'exportation de biens industriels (15 % contre 14 % pour le Japon et 13,5 % pour les Etats-Unis). Ce n'est pas exactement l'image du déclin de l'Europe.

Ce qui est spectaculaire, c'est la montée des pays semi-industrialisés comme exportateurs de biens industriels. Cette part a pratiquement doublé depuis dix ans. Elle est passée de 6,3 % en 1975 à 11,2 ou 11,3 % actuellement. Autre mythe à dégonfler : les exportations de biens industriels des pays du tiers-monde ne sont pas essentiellement des exportations de multinationales américaines, japonaises ou européennes relocalisées dans ces pays. Cette catégorie d'exportations représentent 20 ou 25 % du total. Le reste, ce sont des exportations d'industries dont le capital est propriété de ces pays-là, sous forme de propriété étatique, de propriété mixte, ou de « joint-ventures ».

Prenons l'exemple d'un secteur de pointe parmi les plus importants, le secteur des télécommunications. Actuellement, les exportations de l'Europe en matériel de télécommunication sont les plus importantes du monde. Elles s'élèvent à 6,5 milliards de dollars par an, contre 3,2 milliards pour les Etats-Unis et 5 milliards pour le Japon. Ce qui est encore plus important, c'est que la balance commerciale de l'Europe en ce qui concerne les appareils et instruments mécaniques ou de télécommunication, est largement créditrice, tout comme celle du Japon. Quant à la balance commerciale des Etats-Unis en ce domaine, elle est déficitaire aux deux-tiers, ce qui signifie que ce pays importe deux fois plus qu'il n'exporte.

En ce qui concerne l'électronique de grande consommation — pas l'électronique de pointe, militaire et spatiale —, il y a un retournement de situation qui est absolument spectaculaire, au désavantage des Etats-Unis. Ils importent deux fois



Pointage pour les allocations chômage et recherche d'un emploi à l'ANPE. (DR)

plus qu'ils n'exportent, surtout du Japon, mais aussi de quelques pays semi-industrialisés.

### L'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI ET DU CHOMAGE

Regardons l'évolution de l'emploi et du chômage par branche, avant d'arriver à des conclusions pour l'évolution de l'emploi et du chômage global. On peut distinguer *grosso modo* trois catégories de branches d'activité : celles où il y a un déclin absolu et net de l'emploi, celles où il y a une situation intermédiaire, et celles où il y a une augmentation de l'emploi.

Très schématiquement, dans la première catégorie, qui est la catégorie des branches les plus frappées, il y a une coïncidence entre régression de la demande et effet de l'introduction des nouvelles technologies. L'emploi y recule alors considérablement. Il s'agit des secteurs de la construction navale, des mines, de la sidérurgie, du textile, des chaussures et, dans une certaine mesure, de la pétrochimie et des raffineries de pétrole, bien que dans ce dernier cas la situation soit un peu meilleure.

La deuxième catégorie, c'est celle où la demande, et donc la production, continuent à augmenter, mais à un rythme plus lent que par le passé, et où il y a aussi une forte poussée de la nouvelle technologie. Il s'agit de secteurs clés, qui concernent presque la moitié du volume total de l'emploi industriel : l'automobile, l'électro-ménager, le bâtiment et les travaux publics. Là, il n'y a pas de recul de

la demande à moyen terme. La demande continue à augmenter, mais elle est accompagnée d'une augmentation de la productivité, donc de l'utilisation de nouvelles technologies. Pour l'emploi, il y a donc un effet combiné qui est difficile à chiffrer, parce que la concurrence joue à fond et l'évolution est donc différente de pays à pays. Certains pays perdent pied sur le marché, ce qui signifie un recul de l'emploi net ; d'autres pays qui, au contraire, augmentent leur part du marché, peuvent stabiliser et même augmenter leur emploi. Pour le moment, l'industrie automobile espagnole semble être en expansion, de même que l'industrie automobile allemande ; on y embauche, alors qu'on continue à licencier dans l'industrie automobile française et britannique.

Finalement, il y a la troisième catégorie, celle des branches d'activité dont l'expansion de la demande et de la production reste au-dessus de la moyenne. Paradoxalement, dans ces secteurs en pointe, les nouvelles technologies ont beaucoup moins d'impact sur l'emploi que dans les autres branches. Il s'agit surtout de la construction mécanique, de tout le secteur de construction de machines et de biens d'équipement, de l'électronique, de l'appareillage scientifique, des produits médicaux et pharmaceutiques. L'électronique a une composition organique du capital (part des salaires dans les coûts de production) en-dessous de la moyenne des autres secteurs.

Si nous établissons la synthèse de toutes ces données, il apparaît d'abord qu'il y a augmentation de la masse des

chômeurs et des taux de chômage. Mais, sauf les cas de l'Espagne, du Portugal et de l'Irlande — Irlande que l'on peut d'ailleurs laisser de côté, parce qu'il s'agit-là en réalité d'un pays non-impérialiste et non-industrialisé —, le taux de chômage se situe autour de 10 %. En Grande-Bretagne, on est passé, pour les quatre dernières années, de 10,2 à 10,9 %. Mais en Espagne, le taux de chômage est le double. Dans ce pays, les pertes d'emplois dans l'industrie représentent plus d'un quart de l'emploi (27 %) depuis 1977, ce qui est tout à fait exceptionnel pour l'Europe.

Bien entendu, ces taux de chômage concernent l'ensemble de la population active et ne disent donc pas grand chose sur le volume de l'emploi. Le taux de chômage peut augmenter en même temps que le volume de l'emploi. Tout dépend donc de l'évolution démographique. Globalement, les fluctuations de l'emploi sont encore faibles. A ce propos, il y a un autre mythe à réfuter, celui selon lequel on serait en pleine désindustrialisation ou « désalarisation » en Europe et en Amérique du Nord. Les chiffres d'évolution du volume de l'emploi en Europe capitaliste sont les suivants : réduction de 0,5 % en 1983, stabilisation en 1984, légère augmentation de 0,2 % en 1985. Sur le plus long terme, c'est la même chose, à peu de choses près. On a affaire à des fluctuations de l'ordre de — 1,2 % à — 1,1 % depuis 10 ans. Ce sont des fluctuations tout à fait minimes. Si on les compare à celles de la période 1930-1938, la différence est frappante. Il y avait alors des chutes verticales de l'em-

ploi, de l'ordre de 30 %. Les chutes actuelles sont des chutes marginales. Ce qui ne signifie pas que cela soit sans gravité ou sans conséquences sociales. La chute dans l'industrie à proprement parler est plus forte. Mais le mouvement est moins ample qu'il n'est ressenti dans de nombreux milieux.

Les chiffres pour la France sont très représentatifs. Le total de la population active a diminué de 2,5 % entre le 31 décembre 1979 et le 31 décembre 1984. Le nombre des « indépendants » a diminué de 280 000 personnes, celui des salariés de 250 000 personnes, soit une réduction de 1,4 %. Dans l'industrie, la réduction du nombre des salariés est de l'ordre de 10 %. Mais si on y ajoute les télécommunications et le « tertiaire » non marchand, la réduction se réduit à moins de 1 %. L'emploi dans le commerce et dans les services financiers stagne. L'emploi dans le secteur public augmente.

Il faut néanmoins apporter quelques précisions concernant l'emploi des femmes et des jeunes. L'emploi féminin augmente depuis le début de la crise, et même de manière assez nette. L'emploi masculin recule. Les taux d'augmentation de l'emploi féminin diffèrent suivant les pays. Au Danemark, le taux d'activité des femmes est passé de 63 % en 1975 à 72 % en 1983, donc une augmentation de 15 %, ce qui est énorme pour une période de crise. En Suède, on est passé de 67 % à 77 %, soit une augmentation de près de 15 %. En Belgique, le taux de l'activité des femmes est passé de 44 à 50 %, en Autriche de 48 à 50 %, en France de 49 à 51 %, en Allemagne de 49 à 49,6 %, en Italie de 34,5 % à 40 %. La plus forte augmentation se constate en Norvège, de 53,3 à 67 %, c'est-à-dire une augmentation de 25 % en l'espace de dix ans.

Il faut tout de suite nuancer cette constatation par l'ampleur du travail précaire. La majeure partie de l'augmentation du travail féminin, c'est l'augmentation du travail à temps partiel. En bonne partie, l'augmentation du travail à temps partiel des femmes est le résultat d'une double contrainte économique. Le revenu du ménage diminue par suite de la crise et les femmes essaient de travailler pour neutraliser ces pertes. La crise fait d'autre part qu'il y a moins d'emploi à plein temps disponibles, avant tout pour les femmes. Mais il y a aussi un phénomène socio-culturel qui joue, vu la surcharge de travail des femmes — travail ménager non payé plus travail professionnel —, ce qui donne des journées de travail de 13, 14, 15, 16 heures lorsqu'il y a travail salarié à temps plein. Il y a aussi un choix délibéré d'une partie au moins de la main-d'œuvre féminine, du moins dans les pays nordiques, en faveur du travail à temps partiel.

L'augmentation du travail à temps partiel dans son ensemble est très différente d'un pays à l'autre. Entre 1973 et 1983, en dix ans, le travail à temps partiel est passé à 25 % en Suède, de 21 à 24 % au Danemark, de 16 à 19 % en Grande-Bretagne, de 8,7 à 21 % aux Pays-Bas, ce qui constitue l'augmentation la plus forte

si les statistiques sont correctes. Pour la Belgique, le taux est passé de 4 à 8 %, il est passé de 7 à 10 % pour la France, et de 10 à 12 % pour la RFA. L'Italie est le seul pays où il y a régression, le taux passant de 6,4 % à 4,6 %, mais là encore, c'est une question de statistiques. En effet, en Italie, une grande partie du travail à temps partiel est du travail au noir, qui n'est pas intégré dans les statistiques officielles.

La participation des femmes au travail à temps partiel est énorme. Elles effectuent plus du 80 % du travail à temps partiel en Europe. En RFA, le taux est même de 92 %, tandis que dans les autres pays européens, il se situe entre 80 et 85 %. La Suède vient après l'Allemagne, avec 89,6 % du travail à temps partiel effectué par les femmes. En Grande-Bretagne, cette proportion est inférieure, avec 70 %, les hommes effectuant 30 % de ce travail.

Le chômage des jeunes entre 16 et 25 ans est en très forte augmentation. Le chômage de longue durée, dont la Belgique a le triste record, est également en très forte augmentation. Le taux de chômage des jeunes est passé, en RFA, de 3,9 % du total des chômeurs à 10 % depuis le début des années 1980, de 15 à 26 % en France, de 14 à 22 % en Grande-Bretagne, de 25 à 34 % en Italie, et ainsi de suite. Ce n'est qu'en Suède que ce taux est demeuré pratiquement stable, passant seulement de 5,1 à 6 %. Parmi les jeunes de moins de 25 ans, ce taux est passé en Espagne de 28,5 % en 1980 à 44,5 % actuellement. C'est le taux le plus élevé de toute l'Europe. Et ce qui est très grave pour tous ces pays, c'est que dans cette masse de chômeurs, il y a un nombre croissant de jeunes qui n'ont jamais travaillé, qui n'ont eu aucun emploi depuis qu'ils ont quitté l'école, ce qui est un phénomène à incidences socio-politiques évidentes, sources de graves menaces pour le mouvement ouvrier.

Le chômage de longue durée reflète la même tendance à la détérioration. Entre 1980 et 1984, le chômage d'une durée de 2 ans ou plus est passé de 12 à 22 % de l'ensemble des chômeurs en France, de 8 à 15 % en RFA, de 8 à 32 % en Espagne, de 13 à 20 % en Italie, de 39 à 49 % en Belgique.

### L'EVOLUTION DE LA QUALIFICATION ET LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Passons à la question qui est la plus délicate et aussi la plus controversée, de la structure de l'emploi en matière de qualification. Nous nous trouvons manifestement au milieu d'un processus dont le profil est complexe et composite. Il est impossible de savoir pour l'instant laquelle des tendances en cours va être prédominante. Toute extrapolation d'une des tendances à l'œuvre dans ce processus complexe peut être source de très graves erreurs de prévision.

Nous sommes dans une phase tout à fait initiale de l'automatisation complète. Nous sommes encore largement dans ce qu'on appelle la phase de semi-automatisation.

Il n'est pas question que l'emploi manuel ou l'emploi salarié soient radicalement éliminés de l'industrie. Dans ces conditions, la recomposition de la classe ouvrière, les rapports entre manœuvres et ouvriers qualifiés, anciennes et nouvelles qualifications professionnelles, sont très fluctuants selon les branches industrielles ou les entreprises, très différents suivant que les nouvelles technologies y sont largement, partiellement ou seulement marginalement appliquées. Toute conclusion partant de la généralisation des exemples des secteurs de pointe, où l'on emploie souvent des robots, présuppose quelque chose qui n'est pas démontré, c'est-à-dire que dans les dix ans à venir, l'ensemble de l'industrie va se réorganiser sur la base de ce modèle. Personne ne peut l'affirmer, car personne ne le sait et, pour l'instant, cela paraît extrêmement improbable.

Lorsqu'est introduite une technologie radicalement nouvelle, cela induit une réorganisation de l'ensemble du processus de travail. Mais il y a aussi toute une série de servitudes qui accompagnent cette mutation, dont on ne sait pas a priori quelle durée elles vont avoir : l'apprentissage, l'expérimentation de cette nouvelle technologie, la réorganisation du processus de travail, exigent beaucoup de main-d'œuvre, y compris, ce qui n'est pas une petite chose, un rééquipement c'est-à-dire, en aval, la construction de nouvelles entreprises, de nouvelles machines, avec autant d'incidences sur l'emploi. Incidences fort différentes de celle d'une situation où cette technologie se trouverait déjà en place. La bourgeoisie, le patronat, la bureaucratie syndicale et, évidemment, l'Etat bourgeois et les gouvernements, utilisent de manière délibérée tout ce discours sur la robotisation pour effrayer les travailleurs. On peut toujours prédire que ce sera la réalité dans dix ans, c'est possible, mais se rapportant à la réalité d'aujourd'hui, ce discours a une fonction nettement manipulatrice et simplificatrice.

Ainsi, les chiffres ne prouvent aucune déqualification de la main-d'œuvre en ce qui concerne la France. Entre 1975 et 1983, le nombre d'ouvriers qualifiés a augmenté dans l'industrie, passant de 2,8 millions à 2,9 millions. Il est possible que ce soit purement passager, mais les chiffres sont là. Pendant la même période, le nombre d'ouvriers non qualifiés a diminué, passant de 4 à 3,5 millions. Le pourcentage de travailleurs qualifiés dans l'ensemble des ouvriers de l'industrie est passé de 39 à 45 %. Ces chiffres ne permettent pas de faire le dosage entre les anciennes qualifications et les nouvelles. L'emploi ouvrier de qualification ancienne a manifestement diminué. Le total n'a augmenté que de 100 000 unités et les nouvelles qualifications sont nombreuses. Donc, la conclusion est évidente : pour les anciennes qualifications, il y a réduction.

Où se trouve donc la véritable difficulté de jugement ? C'est que dans la plupart des projections concernant le nombre de robots et la tendance à la robotisation, il est fait totalement abstraction des débouchés, c'est-à-dire du volume de la production et des ventes. On raisonne

comme si les nouvelles technologies étaient introduites et utilisées en fonction des seuls critères d'efficacité technique et de gains en coûts salariaux, sans tenir compte du fait que ces nouvelles techniques impliquent une énorme augmentation du volume de la production, et exigent donc une grande expansion du marché pour qu'elles soient appliquées de manière rentable.

Dans la production du moteur de la Fiat-Uno par exemple, la productivité du travail a plus que doublé, du fait de l'utilisation des ordinateurs et des robots. Auparavant, il fallait 250 minutes pour produire un moteur et maintenant il n'en faut plus que 107. La chaîne est organisée de manière à ce qu'un moteur puisse être produit toutes les 20 secondes. Mais l'appareil de production n'est utilisé qu'à 30 % de sa capacité. Pourquoi ? Parce que pour pouvoir travailler à 100 %, il faudrait vendre deux ou trois fois plus de voitures qu'actuellement. Et où va-t-on vendre trois fois plus de voitures ? L'augmentation de la vente des automobiles est actuellement de l'ordre de 2,5 à 3 % par an. Evidemment, il y a la concurrence à l'intérieur du secteur. Fiat peut espérer augmenter sa part du marché au détriment d'autres constructeurs automobiles, mais seulement un peu. Voilà ce qui limite l'introduction des nouvelles technologies. Il faut tenir compte de la croissance économique dans son ensemble, des débouchés, des marchés, du pouvoir d'achat, des chiffres de vente pris globalement. Les projections, les perspectives des industriels eux-mêmes vont dans ce sens. Lors d'une conférence internationale des industriels de la robotique qui s'est tenue il y a un an, les chiffres avancés étaient extrêmement modestes, prévoyant que d'ici à 1990, 1 %, 1,5 % ou 2 % du travail industriel serait robotisé. C'est un chiffre global. Ça ne veut pas dire que dans certaines branches, le chiffre ne puisse pas être beaucoup plus élevé, mais dans l'ensemble, la tendance à la robotisation reste très marginale.

Dans le fameux atelier de pointe chez Fiat, auquel nous faisons allusion ci-dessus et dans lequel il y a 103 ordinateurs et 56 robots, l'emploi ouvrier total est passé de 3 100 à 2 670 travailleurs, c'est-à-dire qu'il y a eu une perte de 13 % de l'emploi. Même avec l'introduction de nouvelles technologies, l'usine est loin d'être totalement automatisée.

## EMPLOI INDUSTRIEL ET EMPLOI DANS LES SERVICES

D'une manière générale, depuis plus de dix ans, on enregistre un recul — bien que moins prononcé qu'on ne le pense généralement — de l'emploi dans l'industrie et une augmentation nette de l'emploi dans le secteur dit des services.

Pour l'ensemble de l'Europe capitaliste, l'emploi dans l'industrie a diminué annuellement de 1,2 % entre 1973 et 1975, de 0,6 % annuellement entre 1975 et 1979, de 2,9 pour la période de 1980 à 1982 et de 2,6 % en 1983, ce qui nous donne une diminution cumulée de 17 % sur

onze ans. Simultanément, l'emploi dans le secteur des services a augmenté annuellement de 1,8 % entre 1973 et 1975, de 1,9 % entre 1975 et 1979, de 1,2 % entre 1980 et 1982, et de 0,9 % en 1983. Ces moyennes cachent de fortes différences entre pays. Ainsi, en Italie, en Espagne, en Finlande, en Norvège, en Suède, l'emploi industriel a continué à augmenter entre 1973 et 1975. En Grèce, en Islande et au Portugal, il a même augmenté jusqu'en 1982. En Italie, la chute est relativement faible jusqu'en 1984. Elle est beaucoup plus prononcée en Grande-Bretagne, en Espagne, en Belgique, aux Pays-Bas, en France et en RFA.

Inversement, l'augmentation de l'emploi dans les services est en-dessous de la moyenne en Belgique, en Allemagne de l'Ouest, au Danemark, en Suisse, en Espagne et en Grande-Bretagne. Elle est légèrement plus forte en France, en Suède et aux Pays-Bas. Elle est très prononcée en Autriche, au Luxembourg et en Italie.

Cependant, ces statistiques doivent être réexaminées de manière critique, si on veut les interpréter d'un point de vue marxiste. En effet, nombre d'entreprises que les statistiques officielles classent dans le secteur des services ont en réalité leur place dans l'industrie, du point de vue de la production de la valeur et donc de la plus-value. Il s'agit notamment du secteur des transports, de celui du gaz-électricité-eau, du secteur des télécommunications et du secteur électronique/software (informatique, logiciels).

Dès qu'on opère cette reclassification, le tableau obtenu change de fond en comble. On s'aperçoit qu'il n'est point question d'une quelconque « désindustrialisation ». Le capitalisme tardif est plutôt caractérisé par une industrialisation plus prononcée de l'ensemble de la vie économique, ce qui se manifeste notamment par une mécanisation accentuée (et donc une chute potentielle de l'emploi) dans le secteur commercial et le secteur financier, les secteurs de service par excellence.

Ce n'est que dans le secteur public qu'on assiste à une expansion nette de l'emploi non industriel, expansion qui continue. Mais, à ce propos également, il faut se garder d'extrapoler. La crise de plus en plus prononcée des finances publiques, et les réductions des dépenses qu'elle entraîne progressivement dans tous les pays, pourraient rapidement renverser cette tendance.

Ces déplacements sectoriels de l'emploi entraînent incontestablement une recomposition de la classe ouvrière. Impliquent-ils fatalement un affaiblissement du mouvement ouvrier organisé ? Là encore, il faut se garder d'extrapoler. La seule constante qui semble se dégager, c'est celle d'un accroissement relatif du poids des salariés, et donc des syndicats, du secteur public, par rapport aux secteurs traditionnels. Mais cela ne signifie pas automatiquement un affaiblissement de la combativité ouvrière ni de la force de frappe du mouvement syndical. Paralyser les centres de télécommunication, les

grandes entreprises de transport, les centrales électriques, voire les banques, cela peut frapper une économie capitaliste tout aussi fortement que pouvait le faire, hier, la paralysie des mines, de la sidérurgie ou même de l'industrie automobile. Dans pas mal de pays, certains syndicats de la fonction publique se situent aujourd'hui à la pointe de la combativité ouvrière. Rien n'interdit a priori que cette tendance ne s'amplifie.

Autre chose est la question de savoir si des bastions traditionnels du mouvement ouvrier, du point de vue de la concentration de la main-d'œuvre et de la tradition de combativité, peuvent être remplacés par de nouveaux bastions. Nous reviendrons plus loin sur cette question. Signalons simplement que la concentration de salariés dans les chemins de fer, les postes et les centres de télécommunication, les aéroports, l'industrie électronique, est considérable. De nouveaux bastions syndicaux pourraient bien y surgir.

## L'ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE DES SALARIÉS

Quels ont été les effets à long terme de la crise sur le niveau des salaires réels directs, des allocations sociales, et sur la problématique de la paupérisation ? En ce domaine, il y a pratiquement un recul général du pouvoir d'achat des travailleurs, sauf peut-être dans le cas de la Norvège. Mais ce recul est de nouveau très différencié selon les pays. Là encore, le recul le plus prononcé se situe en Espagne et au Portugal. Il est également net en Belgique, puisque le pouvoir d'achat du salaire moyen a baissé de 16 % en l'espace de 7 ans, ce qui est beaucoup. En Grande-Bretagne et en RFA cette chute est un peu moins forte. En Italie et en France elle est encore moins forte. En Grande-Bretagne, on enregistre une perte du pouvoir d'achat du salaire moyen, depuis 1979, de 7,6 %. Cette perte est de 10 % pour les ouvriers manuels dans les dix dernières années. Ce sont des réductions qui varient de 1 à 1,5 % par an. En Italie, cela semble être du même ordre de grandeur, avec des pertes de 1,2 à 1,5 % par an. En RFA, c'est également du même ordre, avec des diminutions de 1,2 à 1,3 % par an depuis 1979.

Ce qui est plus difficile à calculer, c'est le recul des prestations de la sécurité sociale. A ce propos, deux mouvements s'entrecroisent. D'abord, il y a le recul de la prestation individuelle, mais les prestations augmentent dans leur ensemble, ne serait-ce qu'en fonction de l'augmentation du chômage. En gros, on peut dire que les allocations sociales ont diminué en termes de pouvoir d'achat, mais moins que les salaires.

Il y a deux raisons à cela. D'abord, la bourgeoisie a estimé, à juste titre d'ailleurs, que des attaques frontales contre la sécurité sociale provoqueraient des réactions plus dures que des attaques contre les salaires. Si on touche notamment à l'allocation-maladie, la riposte risque d'être générale et non pas ponctuelle. La bourgeoisie veut fragmenter la riposte

ouvrière. Elle a donc intérêt à retarder les attaques contre la sécurité sociale par rapport à celles contre les salaires. Ensuite, si l'intérêt de la bourgeoisie pour la réduction des salaires réels est manifeste et universel, elle est plus divisée sur la question de la sécurité sociale. Même le cabinet de Mme Thatcher, en Grande-Bretagne, est divisé sur cette question. C'est en effet grâce au filet de protection de la sécurité sociale que les effets socio-politiques de la crise ont été jusqu'ici plus réduits que dans les années 1930. Dans ces conditions, ce serait évidemment jouer avec le feu que déchirer brutalement ce filet.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas d'attaques contre la sécurité sociale, bien au contraire. Le déficit de la sécurité sociale augmente avec la prolongation de la crise. Dans ces conditions, le système de protection sociale va être remis en cause plus fortement à l'avenir, bien que la bourgeoisie essaiera autant que possible de modérer et de différencier ses attaques. Encore une fois, c'est l'Etat espagnol qui est à la pointe à ce propos, avec l'attaque concentrée sur les allocations de chômage, qui s'en prend à la minorité de la classe ouvrière la plus vulnérable qui ne peut se défendre elle-même. Dans ce pays, les trois quarts des chômeurs ne touchent pratiquement plus d'allocation. On n'en est pas encore à ce niveau dans le reste de l'Europe, mais les attaques contre les allocations-chômage vont augmenter. Le résultat de tout cela, c'est que même si les dépenses globales de sécurité sociale augmentent, le nombre de personnes et de ménages qui se trouvent en-dessous du seuil de pauvreté est en hausse prononcée. Il y a un important débat sur la définition de la pauvreté. Il est normal, en tant que marxistes, de ne pas accepter les critères des bourgeois et de leurs experts. Mais le vrai débat ne porte pas sur la définition, mais sur la tendance. Quelle que soit la définition qu'on donne de la pauvreté, lorsque le nombre des pauvres augmente la paupérisation s'aggrave. Le nombre des pauvres représente aujourd'hui, dans la plupart des pays capitalistes d'Europe, environ 15 % de la population. En Espagne, au Portugal et en Italie du Sud, ce pourcentage est évidemment plus élevé.

En RFA, le nombre de personnes qui vivent des allocations publiques a presque doublé, passant de 1,4 à 2,5 millions de personnes. Le nombre de chômeurs qui ne touchent aucune allocation est passé de 800 000 à 2 millions. Si l'on additionne ces deux chiffres, ce sont presque 5 millions de personnes qui se trouvent, aujourd'hui, manifestement dans une situation de pauvreté prononcée. En Grande-Bretagne, le nombre de personnes qu'on peut considérer comme pauvres a aussi presque doublé, passant, entre 1975 et 1984, de 4,5 millions à 8,5 millions de personnes. Ceux qui touchent ce qu'on appelle le « social benefit » moyen (allocation versée aux nécessiteux, d'environ 1 000 francs par mois, ndlr.), sont passés de 3,7 à 5,4 millions de personnes, et ceux qui touchent 10 % de plus que le « social benefit », ce qui reste misérable,



Travailleurs en grève à Talbot-Poissy. (DR)

sont passés de 1 million à 1,7 millions. Ceux qui touchent moins que la garantie de cette assistance publique sont passés de 1,8 à 3,2 millions de personnes. Cela fait un total qui a passé de 6,5 à 10,4 millions de personnes, pour un pays de 50 millions d'habitants.

Dans les pays scandinaves, la situation est bien meilleure. La Belgique, les Pays-Bas, la France se trouvent dans une situation intermédiaire. L'Italie, la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal se trouvent beaucoup plus mal lotis. En Italie d'ailleurs, on enregistre des différences régionales, notamment entre le Nord, où il y a plus ou moins le même pourcentage de pauvres que dans le reste de l'Europe, et le Sud, où la situation est proche de celle de l'Espagne et du Portugal. Il y a un phénomène intermédiaire entre la paupérisation purement matérielle et l'impact des nouvelles technologies, qui provoque la perte des anciennes qualifications et tout ce que cela implique comme misère morale, amertume, inquiétude, peur, désespoir, sentiment d'inutilité sociale et démoralisation.

### LA RÉORGANISATION DU PROCES DE TRAVAIL

L'impact des nouvelles technologies sur l'organisation du travail fait la charnière entre l'analyse descriptive et la problématique des rapports de forces entre les classes.

Dans l'histoire du capitalisme, chaque fois qu'il y a eu une longue dépression, il y a eu une réorganisation du processus de travail, qui n'est pas seulement, ou même pas en premier lieu, technologique. Il est difficile de quantifier la chose, mais l'essentiel de ce qui s'est passé dans les entreprises, en ce domaine, est le résultat d'une rationalisation sans technologie nouvelle. Il s'agit en outre, pour la bourgeoisie, de profiter du chômage et de la peur du chômage, pour prendre une revanche sur les militants en pointe dans la période précédente. Il y a eu et il y aura des licenciements sélectifs des mili-

tants syndicaux les plus combattifs. Il faut évidemment réagir, il ne faut pas se laisser faire, mais très souvent, la complicité de la bureaucratie syndicale est acquise d'avance pour ce genre d'attaques patronales.

La réorganisation du processus de travail a évidemment des objectifs précis du point de vue économique. L'accroissement de l'intensité du travail est une caractéristique générale d'une période de dépression longue. C'est la manière la plus nette pour augmenter la production de plus-value. Beaucoup de choses dont on parle aujourd'hui en matière de flexibilité, d'utilisation sur une plus longue durée de l'outil de travail, de généralisation du travail en continu, ont cette fonction-là.

Il y a le démantèlement des conquêtes du contrôle syndical sur les chaînes, qui accompagne la remise en cause du taylorisme, pour employer un terme qui revient à la mode. De nouveau, il ne s'agit pas d'un phénomène purement technologique, mais d'une évolution qui possède aussi une dimension sociale. Il s'agit d'accroître le contrôle du capital sur le travail, d'accroître la pression sur les ouvriers, de démanteler des conquêtes du passé. Dans la phase précédente, des éléments de contrôle ouvrier et syndical avaient été introduits en ce qui concerne le rythme des chaînes ou les cadences de travail. On assiste actuellement à une importante régression en ce domaine.

Cette question est intimement liée à deux autres problèmes : y a-t-il déconcentration industrielle ? y a-t-il effacement, ou du moins effritement des grands bastions ouvièrs, syndicaux, hauts lieux de la combativité ouvrière qui ont dominé la lutte des classes en Europe durant les 20-25 dernières années ? La réponse doit être nuancée.

Tout d'abord, en ce qui concerne la déconcentration. Elle est un fait très marginal. Selon des statistiques de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), la part de l'emploi total dans les entreprises de plus de 500 salariés a augmenté en Suède entre 1975

et 1983 ; elle a diminué de moins de 2 % en Belgique pendant la même période et de 3 % en France. La part de l'emploi total dans les entreprises de plus de 100 salariés a augmenté aux Pays-Bas, mais diminué de 2 % au Danemark.

En Grande-Bretagne, dans le secteur de l'industrie manufacturière, la part de l'emploi dans les entreprises de plus de 500 salariés est passée de 70 % en 1977 à 68 % en 1982, variation somme toute minime. En Italie, on cite le chiffre de 46,4 % de l'ensemble des salariés de l'industrie manufacturière travaillant en 1981 dans des entreprises comptant plus de 500 salariés. Si l'on tient compte de l'accroissement du nombre des entreprises dans le secteur des services, où la taille moyenne est inférieure à celles de l'industrie manufacturière, l'impression d'une quasi stabilité se renforce encore.

Un phénomène important est à noter avec la réduction du nombre de travailleurs des très grandes entreprises. Mais la difficulté de juger cette évolution réside dans le fait que même après une telle diminution ces entreprises restent de dimension importante. Prenons un chiffre de référence pour les entreprises automobiles. Quand une très grande entreprise est réduite de 80 000 à 60 000 ouvriers, on doit dire que c'est là une forte chute de la concentration ouvrière. Mais une usine de 60 000 ouvriers reste une très grande entreprise. Il y a évidemment des secteurs qui se sont effondrés, comme la construction navale, la sidérurgie, etc. Mais là où les secteurs ont en gros subsisté ou ont crû, les entreprises qui prédominent continuent à être de très grandes entreprises. C'est notamment le cas de l'automobile, de l'aéronautique, de l'électronique et de la chimie dans la plupart des pays : Fiat, Volkswagen, Ford, General Motors, Daimler-Benz, Seat, Renault, Volvo, Citroën-Peugeot, Siemens, Philips, GEC, Plessey, les trois « grands » de la chimie allemande, les trois « grands » de la chimie suisse, Rhône-Poulenc, ICI, Montedison, etc. Mais ici intervient une nuance. Il n'y a pas de lien mécanique entre la dimension de l'entreprise, la force du syndicat et la combativité ouvrière. Il est tout à fait possible qu'à court et à moyen terme, la grande entreprise subsiste, mais que le taux de syndicalisation diminue et que la combativité ouvrière diminue encore plus. Il faut donc distinguer ces mouvements pays par pays.

Incontestablement, certains bastions ouvriers sont tombés : British Leyland, l'industrie de la presse, la sidérurgie et les chantiers navals en Grande-Bretagne ; la sidérurgie et les chantiers navals en Espagne ; la sidérurgie wallonne ; la sidérurgie en France. D'autres ont été affaiblis mais ne sont pas tombés, comme la sidérurgie de la Ruhr et de la Sarre en RFA.

De nombreux bastions subsistent pourtant encore. En Grande-Bretagne, en RFA, dans les pays scandinaves, dans la plupart des pays du Benelux et en Autriche, il n'y a aucun affaiblissement d'ensemble des forces syndicales. Il y a une réduction du taux de syndicalisation, mais elle est moins forte que la réduction de l'emploi, ce qui est exceptionnel, car il



Lors de la grève des 35 heures en RFA. (DR)

faut se rappeler que dans la période de crise comparable, celle des années 1930, l'affaiblissement syndical fut terrible. Les syndicats anglais, comme ceux de la plupart des pays d'Europe, perdirent parfois jusqu'à la moitié de leurs adhérents. Cette fois, dans les pays énumérés ci-dessus, l'affaiblissement syndical est marginal.

Il y a les cas intermédiaires de la Grèce et du Portugal, où la désyndicalisation est réelle mais pas encore très prononcée. Par contre, il faut noter les cas de chute verticale de la syndicalisation, surtout ceux de l'Espagne et de la France. Là, on peut parler d'effondrement syndical. Le phénomène y est plus net que dans les années 1930.

Cela dit, il n'y a pas une corrélation automatique et mécanique entre, d'un côté, la permanence des bastions traditionnels du mouvement ouvrier du point de vue numérique, de l'ampleur des entreprises, du poids économique des entreprises et, de l'autre, la force syndicale. Il n'y a pas non plus de corrélation automatique entre le taux de syndicalisation et la combativité ouvrière. Les discordances peuvent se manifester dans les deux sens. Ainsi, il peut y avoir une baisse de la syndicalisation combinée avec une combativité ouvrière moins affaiblie, voire même en hausse. En Espagne, la courbe des grèves est plutôt en augmentation depuis deux ans, ou du moins elle était en augmentation entre 1983 et 1984. En Grande-Bretagne, c'est plutôt l'inverse qu'il faut constater. Là, le taux de syndicalisation reste élevé, mais la combativité ouvrière est en recul manifeste. Il ne faut pas sous-estimer les effets de la défaite des mineurs, qui sont très sérieux. C'était plus qu'une bataille symbolique, puisqu'elle touchait les rapports de forces globaux entre les classes. Les mineurs se sont battus courageusement, mais ils sont restés isolés. Une bataille isolée de ce genre contre tout un gouvernement et tout le patronat est très dure. Comme la bataille a été très longue, il y a eu des sacrifices très lourds pour les ouvriers. De ce fait, l'effet de la

défaite est très sensible. Ce qui est maintenant en train de se passer chez les mineurs — scission syndicale intervenue dans le NUM, apparition d'un nouveau syndicat droitier qui risque de diviser d'autres secteurs de la classe ouvrière, voire l'ensemble du mouvement syndical — déclenche une dynamique extrêmement dangereuse, dont il ne faut pas sous-estimer les implications pour le mouvement ouvrier dans son ensemble.

#### LES TENDANCES DE LA RÉSISTANCE OUVRIÈRE

Il n'y a aucune raison de dédaigner, sous quelque prétexte que ce soit, les luttes pour des revendications éclatées, limitées, ponctuelles. Au contraire, toute victoire ouvrière, toute lutte défensive victorieuse, même sur les plus petites questions, est aujourd'hui plus importante que les longs discours sur des questions générales. La classe ouvrière doit faire le réapprentissage du fait qu'elle est capable d'obtenir des succès, même en période de dépression et de chômage. Elle peut les obtenir, mais pas dans l'immédiat sur des objectifs d'ensemble. Si on a compris cela, on se bat avec acharnement, y compris sur des objectifs ponctuels, lorsque la victoire et le succès sont si importants. La pédagogie du succès, la démonstration dans les faits que la lutte peut être payante, c'est le plus important aujourd'hui.

Le scepticisme des ouvriers quant à une possible victoire de leur lutte est beaucoup plus réduit lorsqu'il s'agit de petites revendications qui sont à leur portée au niveau de l'entreprise que lorsqu'il est question de grands problèmes. Personne ne croit qu'il peut combattre le chômage dans une seule entreprise. Mais empêcher une modification des tarifications ou des classifications dans une usine, c'est effectivement à la portée des ouvriers de l'usine concernée à un moment déterminé. Et si, dans de telles luttes, les travailleurs obtiennent à plusieurs reprises satisfaction, cela peut commencer à avoir

des effets positifs sur un plan plus large.

Tout ce que nous affirmons-là est purement conjoncturel. Nous n'excluons en aucune manière un retournement de la situation. Il faut comparer la situation actuelle avec des situations analogues que le mouvement ouvrier a connues au début des années 1930 et au début des années 1960. Il faut faire cette étude dans chaque pays, pour déterminer comment les luttes ouvrières avaient redémarré après un assez long repli. En général, le redémarrage des luttes n'a pas commencé sur des questions spectaculaires ni dans toutes les entreprises à la fois, ni même dans des branches entières. Il a commencé par de petits succès qui sont allés en s'accumulant. Evidemment, le climat politique était très différent. Il y a des facteurs extra-économiques qui ont joué, comme la question du fascisme dans les années 1930. Il y a eu, dans les années 1960, un climat social beaucoup plus favorable dans l'ensemble, avec le plein emploi. Mais on oublie un peu vite, par exemple, qu'après le putsch des généraux à Alger, il y avait des militants qui se préparaient, en France, à prendre le maquis et à entrer dans la clandestinité. On ne doit pas oublier non plus comment l'état d'esprit des travailleurs a rapidement évolué. En 1962-1963, l'atmosphère en France ne portait pas tellement à l'optimisme, sans même parler de celle qui existait en RFA.

#### LE PROJET POLITIQUE ET SOCIAL D'ENSEMBLE DE LA BOURGEOISIE

Il y a maintenant un projet politique et social d'ensemble de la bourgeoisie, c'est-à-dire des conservateurs et des néolibéraux, peu importants les adjectifs. Ce projet va plus loin que simplement arracher un certain pourcentage supplémentaire dans la répartition du revenu national aux dépens des masses travailleuses, ou qu'augmenter le taux de la plus-value et redresser le taux de profit.

Profitant de la dépression économique et de l'affaiblissement relatif du mouvement ouvrier — phénomène général quoiqu'inégal selon les pays —, la bourgeoisie essaie de modifier durablement les rapports de forces entre les classes et d'institutionnaliser cette modification, ce qui signifie essentiellement : démanteler les conquêtes les plus importantes du mouvement ouvrier du quart de siècle précédent, sinon des cinquante dernières années. Si l'on veut résumer en une seule formule ces conquêtes-là, on peut dire que le mouvement ouvrier avait réussi à imposer une augmentation quantitative du niveau objectif de solidarité de classe, par une combinaison de législation sociale, de force syndicale, de contrôle sur le processus de travail et de poids politique. Cette formule peut sembler « objectiviste » et vague, mais elle est très réelle et éminemment marxiste. Le poids du mouvement ouvrier a joué dans la société pour mieux protéger toutes les couches les plus défavorisées. Voilà le contenu le plus général de tout ce qui s'est passé depuis la crise des années 1930.

Cette conquête était très importante. Les marxistes révolutionnaires doivent en être conscients, parce que cela touche à la définition même de ce qu'est la condition prolétarienne pour Marx, à savoir l'insécurité fondamentale des conditions d'existence. C'est ce qui est impliqué par l'obligation économique de vendre continuellement sa force de travail, vente qui n'est jamais garantie et dont le résultat financier n'est jamais assuré. L'ensemble de ces conquêtes n'ont évidemment pas supprimé l'insécurité de la condition prolétarienne, mais elles en ont considérablement réduit l'ampleur pour des couches déterminées de la population ouvrière. Le fait objectif qu'un chômeur soit mieux indemnisé qu'avant, qu'un malade, qu'un retraité soient mieux rémunérés, que les moins qualifiés et les non organisés soient protégés par un salaire minimum (le Smig en France), a un effet objectif sur la cohésion et la force de frappe de la classe ouvrière, indépendamment de la conscience qu'en ont ceux et celles qui se sont battus pour arracher ces revendications ou qui en ont profité sans s'être battus.

Dès que ces conquêtes sont partiellement ou totalement démantelées, la solidarité diminue objectivement. Différentes couches sont frappées différemment et plus ou moins abandonnées à leur propre sort, surtout ceux et celles qui sont les plus faibles : les immigrés, les femmes, les jeunes, les invalides, les vieux. Mais l'effet cumulatif de ce changement sur la classe ouvrière devient sensible à partir du moment où le phénomène atteint un certain niveau quantitatif. Evidemment, il y a une question de transformation de quantité en qualité. Si ce sont 5 % des prolétaires qui se trouvent marginalisés, les effets sur l'ensemble de la classe ne seront pas dramatiques. Mais si 30 ou 35 % sont frappés, alors l'effet cumulatif devient grave. Or, c'est le but vers lequel s'oriente la bourgeoisie, du moins dans les grands pays. La bourgeoisie ne s'en cache d'ailleurs pas : son projet, c'est de frapper de manière durable, non seulement le revenu mais le statut d'un tiers ou de 40 % de la classe ouvrière. C'est pourquoi le terme de « société duale » est justifié pour caractériser le projet bourgeois, parce que si le résultat est atteint, si c'est un tiers ou 40 % de la classe ouvrière qui est privé d'un minimum de protection et de solidarité collective, alors on en revient à une situation d'avant 1914, pour des pays comme la Belgique.

Ce qui facilite avant tout cette évolution, c'est l'attitude irresponsable de la bureaucratie syndicale et ouvrière en général, qui soit est complice de cette politique, soit inconsciente au départ, puis se trouve ensuite entraînée à capituler devant l'offensive capitaliste, par électoralisme, par toutes sortes de considérations, y compris par égoïsme de position, par défense de ses privilèges. Ce qui est d'ailleurs stupide, car ces menus privilèges seront remis en cause à la longue, si le mouvement ouvrier s'affaiblit structurellement. Ensuite, il faut tenir compte des effets objectifs de la crise, des reculs

et des défaites. Une classe ouvrière qui constate qu'elle a perdu 2, 3, 4 batailles et que le chômage augmente, ne réagit plus de la même manière qu'une classe ouvrière qui est encore en pleine possession de ses forces.

Il faut bien constater que l'ennemi de classe possède une direction politique, un projet, un plan, une orientation beaucoup plus résolue et beaucoup plus décidée que le personnel dirigeant du mouvement ouvrier, qui ne fait malheureusement pas montre de ces mêmes qualités.

Finalement, il faut ajouter que les forces combattives du syndicalisme et l'extrême gauche politique, indépendamment du fait qu'elles se renforcent, ne jouissent de toute manière pas d'une crédibilité telle qu'elles puissent immédiatement faire contrepoids au développement des autres facteurs. Même si ces forces se développent, elles restent modestes et ne peuvent pas parvenir à neutraliser par elles-mêmes les effets négatifs de tout ce qui a été énuméré plus haut. Il n'y a donc pas encore d'alternative politique globale crédible, c'est-à-dire crédible pour une fraction significative de la classe ouvrière, qui considérerait cette alternative comme une perspective pour laquelle on pourrait se mobiliser avec des chances de succès à court terme. L'absence d'une telle alternative globale crédible est elle-même un facteur de la situation.

La seule exception à ce sujet est peut-être la Grande-Bretagne, mais même ce jugement est incertain. Evidemment, la gauche du parti travailliste et du mouvement syndical constitue une force considérable qui pèse sur la situation. Mais il n'est pas certain qu'elle représente une alternative crédible au niveau de la classe ouvrière. Il existe peut-être une situation analogue au Danemark.

C'est donc dans de telles conditions que le projet de la bourgeoisie ne doit pas être sous-estimé. Il pousse tout le mouvement ouvrier sur la défensive. La plupart des forces du mouvement ouvrier modéré traditionnel évoluent vers la droite, ce qui ne veut pas dire que ce projet de la bourgeoisie va automatiquement réussir. Cela dépend des rapports de forces actuels et non des rapports de forces tels que la bourgeoisie voudrait les créer d'ici cinq ou dix ans. Actuellement, ces rapports sont tels qu'ils créent encore, dans la plupart des pays, des obstacles puissants sur la voie de la réalisation du projet bourgeois. En RFA, en Italie, en Grande-Bretagne, dans les pays scandinaves, dans les pays du Benelux, la classe ouvrière conserve une capacité de riposte qui est telle que, lorsque les provocations dépassent une certaine limite, on s'aperçoit que la bourgeoisie est obligée de reculer, de manœuvrer, d'apaiser les protestations. Elle ne peut pas imposer toutes ses solutions, jour après jour, mois après mois, de manière linéaire.

Néanmoins, nous devons être conscients du danger et des implications de sa politique. Tous les projets de la bourgeoisie tendent à augmenter et à institutionnaliser les divisions au sein de la classe ouvrière, divisions entre autochtones et

étrangers, entre hommes et femmes, entre jeunes et adultes, entre adultes et retraités, entre travailleurs qualifiés et non qualifiés, entre secteurs d'activité en recul et secteurs de pointe, entre secteur public et secteur privé et entre les travailleurs des différents pays. Dans ce dernier cas, en essayant de substituer à la solidarité internationale l'acceptation de réductions de salaires à des fins de concurrence internationale, prétendument pour « protéger l'emploi », ce qui conduit à des réductions des salaires réels dans tous les pays. A tous les niveaux, la politique de la bourgeoisie vise à provoquer, à élargir, à institutionnaliser ces divisions, à proposer des mesures différentes, selon les cas envisagés, pour que ces divisions soient gelées et pour que leur poids augmente dans les rapports entre le Capital et le Travail pris dans leur ensemble. Quelques succès ont déjà été obtenus, il serait faux de le nier. Malgré les réactions très positives des jeunes contre le racisme, en ce qui concerne la classe ouvrière adulte, les effets de la xénophobie et du racisme sont réels dans toute une série de pays d'Europe. On peut discuter de l'ampleur du phénomène, mais il y a maintenant des résultats électoraux qui le confirment, comme ceux du Front national de Le Pen en France ou ceux des forces d'extrême droite à Genève, Lausanne ou à Bruxelles. Ce sont des éléments que l'on ne doit pas sous-estimer, qui ne concernent pas seulement la petite bourgeoisie. C'est l'effet non seulement de la crise, mais de la crise combinée avec tous les facteurs politiques énumérés précédemment.

Un des gros problèmes à ce sujet, c'est celui de l'organisation des chômeurs. Quand on compare l'attitude actuelle du

mouvement ouvrier avec celle du mouvement communiste au début des années 1930, qui avait une énorme activité chez les chômeurs et un succès considérable dans leur organisation, la régression saute aux yeux. C'est en Grande-Bretagne que le phénomène est le plus frappant. Si on étudie attentivement la montée de ce que les bourgeois appellent « la violence dans les faubourgs », si on étudie ce qui se passe chez les jeunes chômeurs des quartiers industriels paupérisés, le moins que l'on puisse dire c'est qu'il faut porter un jugement nuancé sur ce phénomène. La radicalisation des jeunes noirs est un fait positif, mais la « radicalisation », si l'on peut utiliser ce terme, des jeunes hooligans du football, c'est une tout autre chose. Si l'on écoute l'explication que ces derniers donnent d'eux-mêmes à la radio et à la télévision, elle rappelle plus une mentalité fasciste qu'autre chose : affirmation de la virilité, de la nécessité du combat physique, exaltation de la violence pour la violence. Ce sont des thèmes développés par les fascistes des années 1930. Il faut être très attentif à tout ce qui peut se passer chez des jeunes démoralisés qui n'ont jamais travaillé, qui sont chômeurs depuis 4 ou 5 ans, qui n'ont aucune perspective, auxquels le mouvement ouvrier n'offre aucune perspective et auxquels les organisations révolutionnaires offrent seulement des solutions dans les limites de leurs dimensions encore très réduites.

#### LES DIFFÉRENCIATIONS DES RÉACTIONS OUVRIÈRES

En gros, il y a pour le moment trois types de réaction de l'ensemble de la classe ouvrière en Europe capitaliste à cette si-

tuation. Il y a une minorité résignée, il y a une minorité radicalisée, et il y a une majorité disponible pour des réactions ponctuelles mais difficilement mobilisable pour des objectifs d'ensemble. C'est évidemment très schématique, mais cela paraît correspondre à la situation de la plupart des pays concernés. Le relâchement du contrôle des appareils bureaucratiques sur la classe ouvrière n'implique pas nécessairement un phénomène de régression. C'est peut-être le cas de la France et de la Grande-Bretagne, mais ce n'est certainement pas celui de l'Espagne et du Danemark.

Prenons l'exemple des menaces de répression et de licenciement qui pèsent, dans une période de crise, sur les militants les plus combatifs. Dans le passé, dans les années 1930 et même au début des années 1950, ils étaient pratiquement sans défense. Aujourd'hui, pour la bureaucratie syndicale, c'est une aventure de se lancer dans un appui ouvert aux licenciements des délégués syndicaux par le patronat. Elles doivent baisser, les rapports des forces ayant changé. On ne peut pas dire que c'est exactement la même situation que dans les années 1930. La recomposition du mouvement ouvrier, le desserrement du contrôle des bureaucraties sur l'ensemble de la classe ouvrière organisée, c'est un phénomène fort complexe. Bien sûr, aussi longtemps que ça coïncide avec un recul défensif des luttes ouvrières, ce desserrement du contrôle des directions bureaucratiques n'a évidemment pas le même impact et la même dynamique que quand il coïncide avec une montée des luttes. Nous sommes donc en cette phase difficile, intermédiaire. Pour apprécier cette dynamique pays par pays, en rap-

Manifestation contre le chômage des jeunes organisée par le DGB en RFA. (DR)



port avec la réalité et le comportement de la classe ouvrière, cela exige une implantation de nos organisations et une connaissance importante de ce qui se passe dans la classe ouvrière. Nous ne pouvons nous contenter à cet égard de généralités, d'abstractions, et surtout pas de spéculations.

Les seules données globales dont nous disposons pour le moment, ce sont celles des grands mouvements de résistance de la classe ouvrière. A ce propos, le bilan est différent suivant les pays. Dans la grande mobilisation italienne pour la défense de l'échelle mobile qui, partant de l'assemblée auto-convoquée des délégués d'usine, a abouti à la manifestation de Rome de près d'un million de travailleurs, il y a eu un relâchement du contrôle des appareils bureaucratiques, suivi d'une récupération partielle de cette mobilisation. Dans la grève générale des services publics en Belgique, ainsi que dans la grève générale au Danemark, le desserrement de ce contrôle était visible, tout comme l'étroite dépendance du mouvement par rapport à l'initiative syndicale. En Espagne, la grève générale a aussi été marquée par une diminution réelle du contrôle des bureaucraties syndicales. Par contre, en RFA, le grand mouvement des métallos, d'abord pour les 35 heures puis pour la défense du droit de grève, reste sous un étroit contrôle syndical. Il en va de même de la longue grève des mineurs en Grande-Bretagne et des différentes mobilisations de riposte ouvrière au Portugal.

Ces mouvements, qui se sont produits au cours des 18 derniers mois, confirment d'ailleurs la définition, somme toute prudente, que nous avons donnée de la réaction de l'ensemble des travailleurs. On peut difficilement caractériser ces luttes comme des réactions de minorités radicalisées. Elles confirment que des secteurs importants de la classe ouvrière, sinon sa majorité, restent disponibles pour des ripostes combattives, mais chaque fois de manière ponctuelle et dans des circonstances particulières. La France constitue à ce propos l'exception et non la règle. Il faut suivre avec une attention particulière l'évolution en RFA, dont la classe ouvrière se trouve en situation de capacité de riposte ascendante par rapport aux autres grands pays d'Europe.

Depuis plusieurs années, des tendances à la recomposition du mouvement ouvrier organisé et du poids des différents courants politiques en son sein sont à l'œuvre dans divers pays d'Europe capitaliste. Rappelons quelques-uns des phénomènes les plus frappants : recul spectaculaire de l'influence électorale du Parti communiste français (PCF), bien que le recul de ce parti au sein du prolétariat d'entreprise soit moins prononcé ; recul non moins spectaculaire du Parti communiste espagnol (PCE) ; effondrement de quelques petits partis communistes (en Grande-Bretagne, en Belgique et aux Pays-Bas) ; montée spectaculaire des organisations réformistes de gauche et centristes au Danemark ; montée de la gauche travailliste en Grande-Bretagne ; montée des Verts en RFA (1).

Nous nous trouvons encore au début de cette recomposition, ses contours d'ensemble restent flous. Il serait pourtant pour le moins prématuré d'en tirer des conclusions générales concernant un déclin universel des PC, une montée universelle de la social-démocratie, une expression généralisée de la nouvelle radicalisation ouvrière au sein de la social-démocratie, ou un glissement général du mouvement ouvrier vers la droite. Pour ne prendre qu'un seul exemple, le phénomène des Verts est fortement différencié d'un pays à l'autre. En Belgique, il est même sensiblement différent entre la Flandre et la Wallonie. On ne peut donc s'en tirer à l'égard de ce phénomène politique par une formule abstraite caractérisant les Verts comme un « courant petit bourgeois » ou en prétendant qu'« ils ne font pas partie du mouvement ouvrier organisé. » En RFA, il est par exemple impossible d'expliquer ce qui s'est produit en affirmant que la montée des Verts exprime une évolution politique vers la droite. Bien au contraire. Non seulement aux yeux des larges masses, mais également de manière objective, la percée électorale et parlementaire des Verts a exercé une pression vers la gauche sur la vie politique, sur la social-démocratie, et même partiellement sur les syndicats. Elle apparaît comme l'expression ou, si l'on veut, la récupération électorale des éléments de radicalisation de la décennie précédente, récupération qui a échappé à la social-démocratie justement par suite de sa politique de collaboration de classes et de capitulation honteuse devant la bourgeoisie sur la question de la lutte antiguerre, de la démarche écologique, des revendications féministes, etc.

On peut regretter que ces « nouveaux mouvements sociaux » se développent en dehors du mouvement ouvrier organisé, et souvent même pas en front unique avec lui, mais la faute en revient aux directions traditionnelles du mouvement ouvrier, incapables de prendre en charge des revendications hautement légitimes et progressistes, et ressenties d'ailleurs comme telles par des secteurs croissants de la classe ouvrière elle-même, comme le confirme le mouvement pour la paix et le mouvement anti-OTAN, en Espagne, en RFA, en Grande-Bretagne, en Italie, aux Pays-Bas, en Belgique, et l'impact de la question écologique en RFA, en Autriche ou en Suisse.

Cela ne veut pas dire que nous formulons un pronostic optimiste sur la dynamique des Verts. L'éventualité la plus probable, pour la RFA, c'est leur évolution dans un sens réformiste, leur transformation en tendance social-démocrate classique, y compris sous la forme d'une collaboration gouvernementale. Dans d'autres pays, des tendances plus droitistes peuvent s'y manifester, comme c'est le cas en Autriche. Mais cette transformation provoquera des réactions et des différenciations au sein de ces courants, auxquelles les révolutionnaires doivent être sensibles.

En ce qui concerne les mobilisations antiguerre, anti-impérialiste, les protesta-

tions des jeunes, tous ces mouvements autonomes sont le résultat d'une double désynchronisation. D'une part, une désynchronisation objective, résultat du fait que des couches sociales différentes sont frappées de manière différente par la crise de la société bourgeoise. D'autre part, une désynchronisation subjective des réactions, entre le mouvement ouvrier organisé et différentes autres couches de la société. Les organisations ouvrières étaient en retard sur ces questions. Il était inévitable que d'autres les prennent en charge. Ce qui s'était passé dans la radicalisation de la jeunesse aurait dû préparer le mouvement ouvrier à comprendre ce qui s'est passé dans les autres domaines.

Maintenant se pose un problème de reconstituer l'unité de combat contre la société bourgeoise de l'ensemble de ces composantes de la contestation potentielle du capitalisme en crise. Il est facile d'effectuer une telle réunification sur le papier mais, en pratique, les rapports des forces sont décisifs, les courants révolutionnaires encore faibles, et les appareils bureaucratiques encore très puissants. Dans ces conditions, la réunification dans les faits sera longue et difficile. Elle réclame en outre que le projet socialiste, le programme socialiste, deviennent de nouveau crédibles aux yeux des larges masses. Les marxistes révolutionnaires doivent se battre systématiquement pour cela. C'est une de leurs tâches principales tout en sachant qu'ils ne pourront pas, par eux-mêmes, modifier les rapports de forces actuels. Donc, dans ces conditions relativement défavorables, cette réunification des forces en lutte contre le capitalisme n'aboutira pas rapidement. Elle pourra se réaliser tendanciellement, surtout lorsqu'il y aura une remontée des luttes de masse d'ensemble.

Dans ces conditions, le grand risque est que tous ces mouvements sociaux prennent une tournure réformiste. Mais ce ne peut être une raison de rompre le front unique ou de se détourner de ces mouvements, bien au contraire. La tentation réformiste des « nouveaux mouvements sociaux » donne aux marxistes révolutionnaires une chance de se renforcer. Spontanément, les jeunes surtout qui s'y sont engagés, ne sont pas réformistes. Ils sont souvent rebelles, réfractaires au réformisme. Si les directions de ces grands mouvements glissent sur la pente réformiste, il y a un espace politique qui s'ouvre pour les marxistes révolutionnaires. Il n'y a aucune contradiction à cela, dès que l'on conserve le sens des proportions. Un mouvement de masse de 100 000 personnes peut évoluer vers la droite, pendant que durant le même temps nous pouvons gagner 500 ou 1 000 personnes à notre projet révolutionnaire et à nos organisations, surtout nos organisations de jeunesse. Les marxistes révolutionnaires doivent d'ailleurs s'armer d'un programme concret et précis pour le dialogue avec

1. Sur la crise des partis communistes européens, se reporter au numéro spécial d'*Inprecor* (no. 187) consacré à cette question et publié le 7 janvier 1985.



L'unité syndicale était de mise en 1979 pour défendre les 61 licenciés de la FIAT. (DR)

ces mouvements, programme que nous avons déjà pour la lutte antiguerre, féministe, jeune, et que le dernier congrès mondial de la IVE Internationale nous a donné mission de formuler sur la question de l'écologie.

Plus importants que ces phénomènes des « nouveaux mouvements sociaux » et de leur impact politique sur la classe ouvrière sont les phénomènes de re-composition au sein du mouvement ouvrier organisé lui-même. Il s'agit de réaffirmer là deux constantes de notre analyse.

D'une part, il est impossible, dans tous les pays où les organisations traditionnelles restent politiquement hégémoniques au sein de la classe ouvrière, que des phénomènes de radicalisation massive se produisent sans qu'ils ne se répercutent dans ces organisations traditionnelles elles-mêmes. D'autre part, des prévisions ou des spéculations sur ce qui peut se produire demain ou après-demain au sein de ces organisations traditionnelles ne doivent pas nous empêcher de saisir des chances de nous renforcer aujourd'hui en gagnant des forces sans doute plus réduites qui se radicalisent en dehors ou en rupture avec ces organisations.

Non seulement il n'y a aucune contradiction entre ces deux analyses, mais du point de vue de la construction du parti révolutionnaire, la deuxième conditionne dans une large mesure la première. Car, en dehors de la Grande-Bretagne, le résultat final de cette radicalisation future au sein des partis traditionnels dépend dans une large mesure des rapports de forces organisationnels, numériques, entre les marxistes révolutionnaires et les autres tendances politiques. Plus nous nous renforçons aujourd'hui, organisationnellement et en influence politique autonome, meilleures seront les chances d'éviter qu'une future radicalisation de masse au sein des PS et des PC ne dérive une fois de plus vers le réformisme de gauche ou le centrisme.

Le poids majeur, décisif, du travail syndical dans une série de pays n'en est que d'autant plus évident. La capacité des marxistes révolutionnaires de démontrer en pratique l'utilité de leurs organisations au cours des combats défensifs qui se déroulent actuellement leur offre la possibilité de gagner des militants ouvriers combattifs au sein des syndicats et des entreprises. Au niveau du mouvement syndical dans son ensemble, cela paraît dépasser nos forces, mais dans certains secteurs et certaines entreprises, c'est tout à fait possible. C'est aussi lié à notre capacité à lutter de manière systématique pour une ligne politique à long terme, axée sur un programme d'ensemble contre la crise. Il s'agit d'une lutte essentiellement propagandiste, qui ne va pas déboucher à court terme sur des mobilisations de masse. Les marxistes révolutionnaires ne sont pas sur le point d'organiser la grève générale pour la semaine de 35 ou de 32 heures. Mais la bataille propagandiste est très importante. Il ne s'agit pas seulement de redonner confiance à la classe ouvrière. Il s'agit aussi de redonner confiance à l'avant-garde. L'avant-garde combattive elle-même n'a pas beaucoup de foi dans le projet socialiste, c'est le moins que l'on puisse dire. Elle est désarçonnée, elle a perdu pied. Cette bataille est donc une importante bataille de propagande qui porte sur un programme, sur la manière dont on peut battre la crise, dont on peut battre le chômage, dont on peut faire reculer l'économie de marché, dont on peut combattre la division ouvrière, à condition d'avoir la volonté politique de le faire. Il faut donc couronner ce programme d'orientation anticapitaliste d'ensemble par un objectif politique qui peut être formulé avec précision dans nombre de pays. Cet objectif politique central ne doit pas être mis entre parenthèses, sinon on tombe dans le syndicalisme pur, dans l'économisme, et on perd en crédibilité, tant au niveau de l'avant-garde qu'au niveau des masses. Personne ne croit réellement qu'on puisse

s'opposer au chômage et à la crise économique secteur par secteur, usine par usine, branche par branche. Donc, l'existence d'une solution politique, même si elle n'est pas « réaliste » à court terme, reste plus que jamais la précondition de la crédibilité d'un programme anticrise d'ensemble.

On peut et on doit discuter des délais, des rythmes, des possibilités de combats intermédiaires, entre les luttes défensives ponctuelles immédiates et ces grands objectifs, à la lumière des rapports de forces politiques, économiques et sociaux dans chaque pays, qui sont très différents. Nous n'allons pas proposer une quelconque analyse à ce propos pour toute l'Europe capitaliste. Nous n'allons pas conclure sur un mot d'ordre politique commun à l'ensemble des pays capitalistes d'Europe, par une formule ou un modèle de re-composition du mouvement ouvrier commun à toute l'Europe. Ce serait profondément erroné, parce que la structure réelle du mouvement ouvrier organisé est trop différente dans les différentes parties de l'Europe pour permettre un tel modèle commun.

Mais chacune des sections européennes de la IVE Internationale devrait intégrer les conclusions d'une telle analyse dans son programme d'action. Et chacune d'elles devrait prendre conscience du fait que la dimension internationale de la lutte des classes se trouve objectivement renforcée, indépendamment de la conscience que les travailleurs en ont, et non pas affaiblie par les conséquences de la crise. La nécessité d'une coordination internationale de la résistance des travailleurs face à l'offensive internationale du Capital est plus importante que jamais. Des fractions croissantes de la classe ouvrière en prendront progressivement conscience. ■

Ernest MANDEL,  
5 janvier 1986.

## Les débats autour de l'Appel de Prague

DEPUIS quelque temps, la question de la division de l'Europe a pris une importance croissante dans les débats au sein du mouvement de la paix. C'est principalement autour de ce thème que le dialogue s'est engagé entre les groupes pacifistes de l'Est et de l'Ouest, et la place qui lui a été accordée dans les conventions successives du Mouvement pour le désarmement en Europe (END) depuis quatre ans témoigne de la sensibilité qui existe à ce propos dans les rangs du mouvement. Après la rencontre internationale de Pérouse, en 1984, un Réseau pour un Dialogue Est-Ouest a été mis en place, à l'initiative de Dieter Esche, député allemand des Verts au Parlement européen. Ce réseau a organisé un premier forum à Berlin-Ouest, en février 1985, sur le thème « L'Europe et la paix, 40 ans après Yalta » et en prépare un second pour avril prochain à Milan, sous l'appellation « Les accords d'Helsinki : un mirage ou un espoir pour l'Europe ? »

La problématique de la division de l'Europe a pris d'autant plus de relief que le mouvement pacifiste occidental, malgré l'ampleur de ses mobilisations, a subi des revers successifs dans une série de pays, avec le déploiement des fusées américaines. Ces échecs ont entraîné une réflexion plus approfondie sur la question de la stratégie mise en avant jusque là, car l'incapacité à faire reculer les gouvernements des pays membres de l'OTAN dans leur folle course aux armements a montré à quel point la politique du statu quo, établie par les accords de Yalta, en 1945 et entérinée par ceux d'Helsinki, 30 ans après, pesait dans le maintien de l'hégémonie respective de l'impérialisme américain et de la bureaucratie soviétique sur les deux parties de l'Europe. Les mobilisations encore massives, l'automne dernier, en Grande-Bretagne, en Hollande ou dans l'Etat espagnol, ont montré que les pacifistes de ces pays ne désarmaient pas pour autant, mais les reculs ailleurs sont indéniables (1). Aussi, la question des alliances — avec le mouvement ouvrier organisé, avec les groupes pacifistes indépendants de l'Est — s'est-elle posée avec d'autant plus d'urgence pour battre l'adversaire et créer un nouveau rapport de forces à l'échelle nationale et internationale. La capacité du mouvement à tracer des perspectives d'action prenant en compte les problèmes politiques d'ensemble a également pris une importance accrue.

### UN DIALOGUE DIFFICILE

En ce qui concerne le dialogue avec les groupes indépendants d'Europe de l'Est, les choses n'ont pas toujours été faciles, car il a fallu surmonter nombre d'obstacles et de malentendus. D'abord, les difficultés à communiquer de vive voix en raison des risques de répression encourus par les pacifistes indépendants de l'Est en cas de réunion dans leurs propres pays et vu le refus obstiné des autorités à leur accorder les visas nécessaires pour se rendre aux forums internationaux se tenant à l'Ouest. Ensuite, l'image de marque du mouvement de la paix occidental dans la plupart des pays de l'Est : la présentation favorable qu'en faisait la bureaucratie ne pouvait que susciter en retour des défiances bien compréhensibles.

Il y avait aussi le problème de certaines organisations de l'Ouest soucieuses de maintenir de bons rapports avec les comités officiels de l'Est au point d'y sacrifier les rapports avec les militants indépendants réprimés pour leurs actions, ce qui ne pouvait être perçu que comme une trahison. Sans parler des divergences de fond dans la manière d'aborder la question de la

paix, les enjeux immédiats n'étant pas les mêmes à l'Ouest et à l'Est (2). Là où les uns mettaient l'accent avant tout sur le refus du déploiement des fusées, centrant leurs mobilisations sur cette question et revendiquant des mesures de désarmement unilatéral, les autres posaient d'abord, et parfois exclusivement, le problème des droits démocratiques d'expression et d'organisation en l'absence desquels tout discours ou proposition d'action en faveur de la paix sonne comme une pure abstraction.

La Charte 77 a joué un rôle non négligeable dans ce débat, quand bien même elle n'est pas une organisation pacifiste ni ne se définit comme telle. Alors qu'il n'existe en Tchécoslovaquie aucun mouvement de la paix comparable à celui de la RDA, des signataires de la Charte ont à plusieurs reprises adressé des lettres ouvertes au mouvement antiguerre de l'Ouest. Par leurs prises de position, et quels que soient les désaccords qu'on puisse avoir à leur égard, ils ont contribué à impulser le débat avec les militants pacifistes d'autres pays de l'Est. A la suite de leur adresse à la convention de l'END d'Amsterdam de juillet 1985 — Appel de Prague centré sur la question des accords d'Helsinki —, c'est par dizaines qu'ils ont reçu des réponses, tant de l'Est que de l'Ouest. Ces contributions font apparaître plus que des nuances avec le point de vue exprimé par les auteurs de l'Appel, quant au sens et à la portée de ces accords.

Ces derniers reprochent au mouvement antiguerre de n'avoir pas fait plus de cas d'un document qui leur apparaît, quant à eux, comme un gage de paix de la part des Etats signataires. Beaucoup de leurs interlocuteurs, plus que sceptiques sur les intentions pacifistes des gouvernements en place, ne cachent pas leurs doutes en ce qui concerne la valeur de traités internationaux que la non application transforme en simples bouts de papier (c'est l'une des raisons invoquées par le KOS polonais — structure clandestine liée à Solidarité — pour avoir refusé de signer l'Appel de Prague). Et la plupart d'entre eux s'insurgent à l'idée qu'il faudrait accepter le statu quo comme un état de fait intangible, car cela va à l'encontre de toute perspective de dissolution des blocs militaires.

Sur la question des libertés démocratiques, l'Appel de Prague est suffisamment ambigu pour donner lieu à des commentaires tout à fait contradictoires. Ceux qui, à l'Est en particulier, entretiennent des illusions sur la « démocratie occidentale » et aux yeux de qui les USA ont tous les mérites, reprochent aux auteurs de l'Appel de ne pas admettre que le seul agresseur sur le plan militaire, c'est l'Union soviétique (voir dans notre dossier le texte de *Politikus*, auquel Petr Uhl répond vertement). D'autres, comme les militants de l'Initiative Est-Ouest de Berlin-Ouest, ou nous-mêmes, éprouvent le besoin, dans leurs réponses, de mettre l'accent sur les violations quotidiennes des droits démocratiques à l'Ouest, ce qui est illustré par le mépris avec lequel les gouvernements élus traitent l'avis de la majorité de la population, dans le domaine de la politique

1. Pour les Pays-Bas, voir l'article de Wineke t'Hart publié dans *Inprecor* numéro 198 du 10 juin 1985. Pour la Grande-Bretagne et l'Espagne, voir les articles publiés dans le dossier « Militarisation » d'*Inprecor* numéro 199 du 24 juin 1985.

2. Voir l'article de Jacqueline Allio, « Les mouvements pacifistes dans l'autre Europe », publié dans le dossier « Militarisation » d'*Inprecor* numéro 199 du 24 juin 1985. Cette question est aussi largement traitée dans la contribution de Mihailo Marcovic, que nous publions dans le présent dossier.

militaire en particulier. A peu près tous insistent sur l'absence totale de telles libertés à l'Est, point qui n'est pas abordé de manière explicite dans l'Appel.

## LA QUESTION DE L'UNIFICATION DE L'EUROPE

Un autre thème, pour nous essentiel, à propos duquel le texte reste silencieux, c'est celui des transformations sociales, économiques et politiques sans lesquelles il ne saurait être question d'une Europe indépendante et démocratique. La contribution est-allemande, que nous publions dans le dossier qui suit et qui est signée par les principales personnalités du mouvement indépendant de la paix de RDA, a le mérite d'aborder le problème de front. Pour les signataires de ce texte, c'est une question préalable et décisive pour l'unification de notre continent sur des bases pacifistes. Comment imaginer mettre fin à la division si l'on ne s'attaque pas aux racines du mal ? A la logique d'un système économique, à l'Ouest, cause de toutes les injustices sociales et politiques, du chômage, de la pauvreté, de la destruction de l'environnement ? Au maintien, à l'Est, d'un régime totalitaire où une minorité bureaucratique monopolisant la gestion des moyens de production nie les besoins les plus élémentaires des masses, afin de préserver ses propres privilèges, renchérit sur la politique militaire impérialiste et impose une politique économique absurde et catastrophique pour le développement du pays et pour le cadre de vie ?

C'est dans ce contexte que le débat sur la division de l'Europe et sur le contexte historique, politique et social dans lequel

elle s'inscrit, prend toute son importance. Nous souhaitons que le forum qui se tiendra à Milan du 11 au 13 avril, permette de faire avancer le débat sur les divers problèmes abordés dans les contributions dont nous publions des extraits, et notamment sur la question de la division de l'Allemagne, à laquelle nous n'avons pu accorder l'espace qu'elle méritait dans le dossier qui suit.

Nous sommes convaincus, quant à nous, que le mouvement antiguerre ne peut exister en tant que mouvement social de masse que s'il s'articule autour de mots d'ordre simples, immédiats, compréhensibles par tous. En ce sens, les revendications de désarmement unilatéral adressées aux gouvernements restent absolument d'actualité, qu'elles portent sur le retrait des fusées nucléaires en place ou sur tout autre aspect d'une politique militaire que nous récusons. Mais dire cela ne peut suffire à résoudre la crise que le mouvement traverse actuellement, crise à la fois stratégique et de direction. Pour ce faire, il faut qu'il définisse une orientation prenant en compte la réalité des systèmes économiques et sociaux des deux côtés du « rideau de fer » et la nécessité de leur transformation radicale pour que la perspective d'une Europe unie, démocratique et pacifiste devienne réalité. C'est parce que le débat déclenché par la publication de l'Appel de Prague aide à avancer dans cette voie que nous avons décidé de publier des extraits importants de ce débat. Nous commençons notre dossier avec le texte de l'Appel lui-même. ■

Jacqueline ALLIO,  
le 17 janvier 1986.

## APPEL DE PRAGUE

Voici maintenant quarante ans, la guerre sévissait en Europe. Cependant, l'Europe n'a pas connu la paix, tant s'en faut. Du fait que ce continent a constitué l'un des principaux points de friction entre les deux grands blocs, la tension a été un trait permanent de toute la période depuis 1945, constituant par là une menace pour le monde entier. Si une guerre éclatait en Europe, elle se transformerait en conflit non seulement mondial, mais qui selon toute vraisemblance s'avèrerait fatal pour la planète entière.

## LA DIVISION DE L'EUROPE

La raison pour laquelle l'Europe a joué ce rôle funeste est la division de notre continent. Notre espoir commun, par conséquent, est de surmonter cette division. Cela ne peut se réaliser que par une décision consciente de tous, de transformer peu à peu les réalités politiques mêmes qui sont responsables de la situation présente.

L'une des raisons pour lesquelles l'état de non belligérance a duré quarante ans tient dans le respect par les deux camps de la situation créée lorsque les zones d'opérations militaires définies par l'accord de Yalta ont dégénéré en blocs politiques et militaires. Ce qui commande les efforts continuels pour maintenir, défendre et renforcer le statu quo, c'est la crainte de voir cette situation se déstabiliser. Pour cette raison, un processus de changement exigera une grande circonspection. Il ne peut s'accompagner de menaces visant à s'assurer la supériorité sur le camp d'en face. Au contraire, il exigera des garanties et des assurances ainsi qu'une évaluation de la présente situation dans toutes ses composantes. Il sera essen-

tiel de reconnaître le présent état de fait comme base de changement pour dissiper les craintes d'un retour des anciens dangers qui ont mené à la catastrophe deux fois déjà au cours de ce siècle. Cependant, les chances de dépasser la situation présente ne sont pas tout à fait aussi défavorables qu'elles le paraissent.

La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et son acte final signé à Helsinki, de même que les entretiens subséquents et le document final de Madrid (conférence qui prolonge la conférence d'Helsinki), ne sont pas simplement une reconnaissance du statu quo mais constituent également un programme de coopération européen et euro-américain. Dans tout ce processus, les négociations n'ont pas été menées entre blocs mais entre partenaires égaux, fait qui a souligné l'indépendance de tous les Etats participants et établi dans le principe cette sorte de relation qui, si elle s'instaurait, ouvrirait la voie à l'unification de l'Europe. De plus, le principe de l'indivisibilité de la paix, héritage de la culture européenne, s'est incarné dans des relations non seulement entre Etats mais également entre l'Etat et la société et entre les citoyens et les gouvernants.

Le mouvement de la paix n'a pas exploité au maximum l'engagement pris par les gouvernements de tenir leurs promesses et de remplir leur obligations. De

tels engagements sanctionnés par le droit international fournissent un cadre permettant aux citoyens non seulement d'exercer un droit public de regard sur les gouvernements, mais aussi d'imaginer des moyens pour assouplir les attitudes sclérosées. A cause de la grande variété des situations dans différents pays, on a eu tendance à mettre l'accent sur les différences. Cependant, celles-ci doivent être parfaitement comprises et respectées pour arriver à une approche commune et réaliser la solidarité européenne.

Une Europe démocratique et souveraine est inconcevable tant que des particuliers, des groupes de citoyens ou des nations seront privés du droit de participer aux décisions affectant non seulement leur vie quotidienne mais également leur survie même. Dans le cadre d'une coopération et d'un dialogue entre tous ceux qui cherchent véritablement à réduire les dangers de la situation, il devrait être possible de se présenter avec différentes initiatives et propositions sur le désarmement : création de zones neutres et dénucléarisées, encouragement à des relations entre individus, groupes et Etats, soutien à des accords de non agression, également renonciation à l'usage de la force, aux armes nucléaires et, finalement, traités régionaux de toutes sortes incluant par exemple le rapprochement entre la CEE et le CAEM (1). Dans ce cadre, les cito-



1. Les membres de la Communauté économique européenne (CEE) sont la France, la RFA, le Royaume-Uni, l'Irlande, le Danemark, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Grèce et, depuis le 1er janvier 1986, l'Espagne et le Portugal.

Le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), plus connu sous le sigle Comecon, comprend actuellement l'URSS, la RDA, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, Cuba, la Mongolie et le Vietnam.

yens pourraient faire campagne contre le traitement sans considération de l'environnement et, prenant les gouvernements à leur propre mot, analyser les politiques gouvernementales et leurs effets probables. En bref, il faut soutenir toute action d'individus, de groupes et de gouvernements visant au rapprochement et à la libre association des nations européennes, tout en rejetant toute mesure qui pourrait contrecarrer la réalisation de cet idéal.

## LA QUESTION ALLEMANDE

Dans notre poursuite de ces fins, nous ne pouvons plus éviter des questions qui sont restées jusqu'à présent taboues et dont l'une est la division de l'Allemagne.

Si notre but est l'unification de l'Europe, alors personne ne peut être privé du droit à l'autodétermination, et ceci s'applique également aux Allemands. Pourtant, comme pour tous les autres droits, celui-ci ne doit pas être imposé aux dépens des autres peuples ni en ignorant leurs craintes. Déclarons donc sans équivoque qu'aucune solution ne sera recherchée dans une nouvelle révision des frontières européennes. Dans le processus du rapprochement européen, les frontières devraient progressivement perdre beaucoup de leur importance, mais même cela ne devrait pas être considéré comme une occasion de retomber dans les errements du nationalisme. Compte tenu de ce fait, reconnaissons ouvertement le droit des Allemands à décider librement des conditions et modalités d'union de leurs deux Etats dans le cadre de leurs frontières actuelles. Faisant suite aux accords de Bonn avec ses voisins de l'Est et aux accords d'Helsinki, la signature d'un traité de paix avec l'Allemagne pourrait constituer l'un des plus importants leviers d'une transformation positive de l'Europe.

Autre sujet tabou, le retrait des troupes étrangères. Proposons donc que l'OTAN et le Pacte de Varsovie entament sans délai des négociations sur la dissolution de leurs organisations militaires, sur le retrait de toutes les armes nucléaires, soit postées en Europe, soit dirigées contre elle, et sur le retrait des troupes américaines et soviétiques des territoires de leurs alliés européens. Pour une part, un tel accord devrait viser à réduire les forces armées de tous les pays du continent européen à un niveau éliminant le risque d'agression d'où qu'il vienne.

Ces objectifs et d'autres devraient être pleinement intégrés dans un processus au service de l'idéal d'un rapprochement mutuel et donc ne représentant aucune menace à l'égard de quiconque. Nous ne cherchons pas à faire de l'Europe une troisième super-puissance, mais au contraire à dépasser la division en blocs par une alliance de nations libres et indépendantes dans le cadre d'une communauté démocratique, autonome et pleinement européenne, vivant en amitié avec les nations du monde entier. Et seules des nations souveraines peuvent transformer l'Europe en une communauté de parte-

naires égaux qui ne représenteraient pas la menace d'une guerre nucléaire totale, mais au contraire serviraient d'exemple d'une coexistence pacifique véritable.

Peut-être cet idéal ressemble-t-il à un rêve. Pourtant, nous sommes convaincus qu'il exprime le désir d'une majorité d'Européens. Cet idéal mérite donc qu'on lui consacre ses efforts, et cela d'autant plus qu'en fait le monde actuel aura de la peine à surmonter sa crise, à moins que l'Europe aussi ne s'engage dans la voie souhaitée par ses citoyens.

Nous croyons que vous comprendrez nos vues et nous vous souhaitons pleine réussite dans vos actions. ■

Signataires : Jarmila Belikova, Vaclav Benda, Tomas Bisek, Daniela Biskova, Petr Cibulka, Jan Carnogursky, Albert Cerny, Jiri Dienstbier, Lubos Dobrovsky, Karel Freund, Jiri Hajek, Milos Hajek, Va-

clav Havel, Ladislav Hejdanek, Oldrich Hromadko, Marie Hromadkova, Jirina Hrabkova, Jozef Joblonicky, Vladimir Kadlek, Eva Kanturkova, Bozena Komarkova, Jan Kozlik, Marie Rut Krizkova, Ladislav Lis, Jaromir Litera, Vaclav Malý, Anna Marvanova, Jaroslav Meznik, Pavel Murasko, Dana Némecova, Radim Palous, Milos Rejchrt, Jakub Ruml, Jan Ruml, Jiri Ruml, Jan Sabata, Jaroslav Sabata, Anna Sabatova jr., Anna Sabatova sn., Libuse Silhanova, Jan Simsa, Petruska Sustrova, Petr Uhl, Vera Vranova, Jozef Zverina.

Prague, 11 mars 1985.

(Document fourni par l'agence Palach Press et traduit pour Palach Press par A.G. Brain ; traduction française : I.P. Nantes).

## La position des pacifistes est-allemands

Le texte qui suit constitue une réponse à l'Appel de Prague émanant d'un groupe de militants parmi les plus connus du mouvement de la paix en Allemagne de l'Est (1). Il traite à la fois de la nature et des tâches du mouvement de la paix dans les deux parties de l'Europe, dans la perspective du dépassement de la division du continent et de la question épineuse de l'unification de l'Allemagne. ■

### DOCUMENT

Votre appel du 11 mars 1985 a suscité un important écho parmi nous. Comme vous le savez, nous aussi nous discutons depuis quelque temps des problèmes que vous soulevez dans l'Appel, ainsi que de leur solution éventuelle. Nous saluons, en l'appuyant, votre projet d'entreprendre une discussion commune et nous apportons notre soutien à l'Appel. Nous croyons également que la division de l'Europe et les tensions entre les super-puissances qui en ont découlé constituent une menace majeure pour la paix. Nous croyons que cette menace à la vie humaine a une influence pernicieuse qui empêche toute élaboration sur les problèmes actuels et futures (la faim, l'injustice sociale, l'environnement, etc.)

### CONTRE LES BLOCS MILITAIRES

En ce qui concerne les points principaux de votre Appel, nous sommes d'accord avec vous sur les revendications pour le retrait d'Europe des troupes étrangères, pour la dissolution des blocs militaires et pour la création d'un ordre pacifique en Europe qui accorderait des droits souverains et égaux à tous les Etats. Nous avons formulé nos propositions sur ces questions dans la lettre que nous avons envoyée au Congrès américain à l'occasion de l'anniversaire de la victoire sur le fascisme.

Vous avez raison de dire que jusqu'ici le mouvement de la paix n'a consacré que peu d'attention au processus enclenché par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Peut-être que l'une des raisons principales en est que nous trouvons difficile d'accepter l'idée selon laquelle les négociations d'Helsinki auraient eu lieu entre des Etats vraiment indépendants de leurs super-puissances respectives et dont l'attachement à leurs alliances avait tout d'un coup perdu sa signification. Bien sûr, il y a eu des succès depuis Helsinki. Une série de traités bilatéraux ont permis une amélioration des relations entre les Etats en question. Mais quels changements réels ont eu lieu dans nos pays ? Il n'y a eu aucun progrès dans la démocratisation de nos sociétés ni une contribution décisive de la part de l'un ou l'autre Etat pour mettre fin à la course aux armements, par exemple par des initiatives de désarmement unilatéral.

Helsinki n'a pas mis en question le statu quo politique et militaire en Europe à l'époque de la détente. Il n'y aurait rien

1. Sur le mouvement pacifiste en Allemagne de l'Est, voir notamment l'article de Laura Salmann, « Le mouvement pacifiste indépendant après le déploiement des euro-missiles en RFA » paru dans *Inprecor* numéro 173 du 14 mai 1984. Voir aussi à ce sujet la « Déclaration commune des militants indépendants de la paix en RDA et en Tchécoslovaquie » publiée dans *Inprecor* numéro 186 du 17 décembre 1984.



Manifestation pacifiste en RDA. (DR)

eu de fondamentalement erroné si cette situation avait été prise comme point de départ pour la transformation du statu quo. Notre but doit être de pousser vers une telle transformation. Ce faisant, bien sûr, nous ne devons ni ne pouvons agir comme s'il n'y avait pas de gouvernements ni d'hommes politiques qui pourraient enclencher un tel changement. Procéder ainsi reviendrait à ignorer le pouvoir politique tel qu'il existe. Nous devons examiner et soutenir chaque initiative qui va dans le sens des développements politiques que nous souhaitons. Pour cette raison, nous sommes d'accord avec vous quand vous dites que nous devrions nous servir de l'acte final de la CSCE plus que nous ne l'avons fait jusqu'à présent, comme moyen de prendre nos gouvernements au mot. Votre travail, ces dernières années, a démontré qu'il était possible de le faire.

Pour nous, l'un des éléments les plus importants de votre Appel c'est la position adoptée sur la question allemande. Parce que cette question provoque de forts ressentiments dans de nombreux Etats d'Europe, nous sommes contents que ce soit vous à avoir pris position là-dessus et à appeler à discuter cette question. Le poids de l'Allemagne dans l'arène européenne signifie que nous, en tant qu'Allemands, avons une responsabilité particulière. Nous croyons qu'une solution à la question européenne n'est pas possible sans qu'il y ait une solution à la question allemande. Pourtant, l'histoire allemande nous incite à avancer prudemment et en respectant les craintes des pays qui ont souffert à cause de l'Allemagne.

Si l'on veut surmonter la division de l'Europe, il faut discuter de toutes les solutions possibles de la question allemande. Les Allemands doivent discuter de ces solutions ensemble avec tous les peuples d'Europe car, aujourd'hui, l'autodétermination d'un peuple ne peut contribuer à la détente et au dépassement de la division de notre continent que si elle respecte les intérêts de tous les autres peuples d'Europe. La solution à la question allemande ne peut donc jouer un rôle que si

elle s'inscrit dans le cadre d'un traité qui engloberait toute l'Europe. La question de la conclusion d'un traité de paix avec les deux Etats allemands aura une signification dans le cadre d'un tel processus. Parmi les points clefs d'un tel traité il y aurait l'application du traité de Potsdam (en 1945, entre les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne, ndr.), plus spécifiquement de la partie sur la démilitarisation de l'Allemagne, ainsi que la ratification définitive des frontières allemandes telles qu'elles existent depuis 1945.

## LES TACHES DU MOUVEMENT DE LA PAIX

Nous considérons que la transformation des relations sociales et politiques dans nos pays est une précondition importante pour la réalisation de tous les objectifs que poursuivent les mouvements de la paix européens dans le but de créer une Europe pacifique et unie. Ces efforts ne peuvent réussir que s'ils se basent sur un dépassement du statu quo militaire et économique. D'une part, il faut abolir les armes de destruction de masse ainsi que les armements conventionnels offensifs et empêcher la production de systèmes so-disant défensifs, lesquels, en réalité perpétuent la course aux armements comme, par exemple, l'Initiative de défense stratégique (IDS). D'autre part, nous devons mettre en question les systèmes de valeur existants, changer nos modes de vie, remplacer les idéologies dépassées par des utopies concrètes. Et nous devons faire en sorte qu'il soit à nouveau possible de réfléchir sur le futur au lieu d'être toujours en train d'inventer de nouveaux modèles de croissance.

L'impuissance et la résignation, la peur et les préjugés, l'intolérance et l'agressivité, l'attitude fataliste de la majorité silencieuse, tout cela peut être surmonté par « la puissance douce de la raison » (Lombardo-Radice). A notre avis, ces tâches doivent être celles du mouvement de la paix et leur réalisation est aussi importante que les nombreuses pro-

positions concrètes de désarmement et pour des orientations politiques nouvelles. Le mouvement de la paix doit être un mouvement d'émancipation dans le sens le plus large du terme. Des organisations écologistes, tiers-mondistes et des groupes de femmes y ont leur place, aussi bien que des mouvements qui militent pour un renouveau démocratique de la société, pour l'établissement des droits de l'homme et pour une culture alternative ; il doit y avoir aussi une place pour des minorités sociales et nationales.

De nombreux objectifs du mouvement de la paix sont identiques à ceux du mouvement ouvrier, par exemple l'élimination du travail abrutissant et l'extension de l'auto-détermination sur le lieu de travail. Les rapports classiques de dépendance et d'exploitation existent toujours, auxquels se sont ajoutés de nouveaux dangers. Une forme de socialisme démocratique débarrassé du système de croissance à tout prix, par le moyen de la socialisation et de la décentralisation et orienté vers un humanisme écologique, est concevable pour nos deux pays.

Nous sommes conscients qu'il reste beaucoup à faire avant que ces buts puissent être atteints. Nous devons nous adresser à tout le monde, même à ceux qui, à cause de leur position institutionnelle, sont opposés à tout changement du statu quo. Les transformations qui sont nécessaires pour notre existence et notre dignité ne peuvent s'enclencher que par la discussion libre et publique. La durée nécessaire pour que des changements d'une telle ampleur puissent se réaliser exige de nous un respect particulier des générations à venir. Une condition nécessaire pour la coexistence sociale pacifique réside dans le développement complet de la personnalité des uns et des autres. En plus de la revendication évidente du libre accès à toute institution d'éducation, l'une de nos tâches est de rendre possible l'éducation en dehors de toute institution.

Pour se renforcer, le mouvement à la base pour l'émancipation doit pouvoir accéder librement à la fois à l'information et à toute forme de communication, à travers les frontières et en solidarité contre n'importe quelle forme d'oppression et de manipulation. Nous voyons dans votre Appel le début d'une coopération intense entre nous et nous espérons vivement que cette coopération se mette en place. « Nous devons commencer à agir comme si une Europe unie, neutre et pacifique existait déjà » (extrait de l'Appel de la Fondation de la paix Bertrand Russel).

Signataires : Gabi Bechtle, Bärbel Bohley, Werner Fischer, Rainer Flügge, Monika Haeger, Rene Hill, Ralf Hirsch, Almut Ilsen, Martin König, Martina Krone, Irena Kukutz, Gisela Metz, Lutz Nagorski, Gerd Poppe, Ulrike Poppe, Rüdiger Rosenthal, Jutta Seidel, Reinhard Schult, Wolfram Tschiche, Mario Wetzky, Rainer Eppelmann.

Berlin, 8 juin 1985.

# Helsinki, la diplomatie et le mouvement pacifiste

**N**OUS reproduisons ci-dessous de larges extraits d'un texte écrit en réponse à l'Appel de Prague par le groupe de Berlin-Ouest du Réseau européen pour un Dialogue Est-Ouest. Cette contribution traite de l'attitude à adopter par rapport aux accords de Helsinki et examine de manière critique les possibilités et les limites de l'action officielle des gouvernements des deux parties de l'Europe. ■

## DOCUMENT

Dans le préambule de votre appel, vous exigez que nous à l'Ouest y répondions. L'urgence, vue de façon tout à fait réaliste par vous, d'une telle exigence révèle que le dialogue entre le mouvement indépendant à l'Ouest et à l'Est n'est pas encore une évidence. Nous espérons que notre réponse publique en suscitera d'autres dans le mouvement de la paix pour prendre part à la discussion. (...)

## COMMENT ANALYSER LE PROCESSUS DE LA CSCE ?

Le processus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) a suscité très peu d'intérêt dans le mouvement de la paix en Occident. L'explication en est qu'il met de côté le désarmement militaire. Entretemps, il y eut la Conférence sur le désarmement à Stockholm en 1984, mais là aussi on ne traita pas de désarmement réel. Il n'y eut de négociations que sur le contrôle de l'armement, où les Etats-Unis et l'Union soviétique négociaient presque seuls. Les alliés européens n'ont eu que les restes de la table des négociations. Ce rôle dominant des Etats-Unis et de l'Union soviétique s'explique par leur suprématie nucléaire et par le fait que les Européens considèrent les armes nucléaires comme un élément décisif de leur sécurité. Dans notre mouvement de la paix, il n'existe que peu d'intérêt pour de telles négociations. (...)

Vous dites que la CSCE est un forum entre partenaires égaux. Ceci est formellement juste. Mais la fidélité des pays de chaque bloc européen vis-à-vis de leur puissance dominante respective est très forte et aurait conduit à l'échec les quelques conférences suivantes, si les pays neutres n'avaient pas reconstruit à chaque fois les voies du dialogue. La CSCE est bâtie sur la base de la division entre blocs et elle risque toujours d'être utilisée contre les phénomènes de désagrégation des blocs, voire comme garante de la division de l'Europe entre zones d'influence des Etats-Unis et de l'Union soviétique, ainsi que de l'immutabilité des rapports sociaux.

La dynamique du processus de la CSCE fut possible dans les années 1970

grâce à une convergence partielle entre les intérêts des Etats-Unis et de l'Union soviétique ; ils y étaient aussi amenés par leurs alliés européens. Dans la période actuelle, la proposition de se tourner vers les dirigeants et de dénoncer le non-respect de leurs engagements découlant de la CSCE nous paraît tout simplement trop général. La fidélité de bloc ne permettra pas de grands progrès. Il nous semble cependant sensé que le mouvement de la paix entame un dialogue constructif avec les pays neutres pour parvenir à donner une issue prometteuse au processus de la CSCE.

En RFA, se pose en outre la question de savoir si la politique du SPD à la CSCE ne pourrait être un point d'appui intéressant pour le mouvement de la paix. Après tout le SPD dans l'opposition s'est prononcé contre les quelques projets d'armements américains et a développé une politique pour les intérêts européens et allemands. Cependant le SPD met en préalable à la CSCE trois conditions, à savoir : les blocs sont nécessaires pour la stabilité de l'Europe ; la stabilité politique intérieure des gouvernements dans le Pacte de Varsovie est nécessaire ; les rapports Est-Ouest ne peuvent être influencés politiquement que par les canaux officiels. Cela a pour conséquence qu'en dernier lieu toutes les décisions de l'OTAN sont reprises en charge, que le SPD a pris ses distances à l'égard de mouvements comme Solidarité et qu'il écarte tout dialogue entre les groupes de la paix indépendants à l'Est et à l'Ouest. Ce cadre rigide ne nous laisse que peu de place pour intervenir dans les discussions qui ont eu lieu dans le cadre de la CSCE.

Votre appel nous a amené à relire les documents de la CSCE. Il est étonnant de voir ce à quoi les gouvernements s'y sont ensemble engagés. Et malgré toutes les promesses positives comme par exemple les possibilités de travail des journalistes, les rencontres possibles de groupes professionnels lors des conférences Est-Ouest etc., la constatation demeure que la réalité ne s'accorde pas avec les belles paroles d'Helsinki, loin s'en faut. (...)

Dans la troisième partie du texte des accords d'Helsinki, on lit que « les possibilités de vastes voyages (...) pour des raisons professionnelles ou personnelles » doivent être développées. Vous

savez aussi bien que nous que vous ne pouvez voyager librement et que, nous, nous sommes souvent empêchés de se rendre à l'Est. Les Etats participants à la conférence voulaient aussi « *davantage promouvoir la diffusion plus libre de matériel périodique et non-périodique, qui proviendrait d'autres pays participants (...)* Ces publications seront aussi accessibles dans les salles de lecture ». Aujourd'hui comme hier en reste exclu la littérature politique, dont votre texte et le nôtre.

Ce n'est pas un hasard si les exemples cités vont avec les rapports sociopolitiques à l'Est. A côté de la brutalité de l'oppression chez vous, ces rapports sont très différents à l'Ouest. Mais même chez nous, doit-on continuellement se battre dans les rapports entre citoyen et pouvoir. Nous vivons dans une démocratie parlementaire et cependant le Parlement s'est prononcé pour le déploiement de nouvelles fusées sur notre sol, alors même que les deux tiers de la population étaient contre. Nos gouvernements et l'OTAN doivent de plus en plus imposer par coup de main leur concept de sécurité, comme le montre la récente installation des fusées en Belgique une heure après la décision au Parlement. Un autre exemple est celui de nombreuses procédures judiciaires contre des participants à des actions de blocage contre des installations militaires.

Pourquoi avons-nous présenté ces exemples ? Parce qu'ils doivent rendre plus clair que la CSCE en tant qu'instrument de la diplomatie des gouvernements ne conduira quasiment pas à des développements positifs à court terme et que ce qui était bon pour les peuples dans les accords d'Helsinki sera partiellement repris. Si nous réfléchissons, comme nous l'avons entrepris, sur le processus de la CSCE, nous devons alors discerner les différents niveaux de la diplomatie, les conséquences pour les populations et les possibilités qui existent pour les groupes indépendants actifs à l'Est et à l'Ouest. (...)

Ce qui est plus décisif est ce que la CSCE pourrait signifier pour notre travail immédiat. Le nouveau mouvement de la paix en RFA n'est pas différent de celui des années 1950 par ses exigences, mais nouveau parce qu'il travaille sur un nouveau terrain socio-historique. La politique de sécurité doit se dégager des appareils diplomatiques et militaires qui se sont autonomisés et cela au travers de l'intervention des citoyens eux-mêmes. Un tel processus de démocratisation est en train de s'accomplir en RFA, par exemple dans le mouvement des femmes ou le mouvement écologiste.

A cet égard, nous comprenons notre dialogue Est-Ouest comme une amorce de démocratisation des relations Est-Ouest par le développement d'un « pouvoir civil », lequel peut influencer sur le pouvoir institutionnel sans remplacer celui-ci. Nous devons vérifier avec encore plus de précision quel sens pourrait avoir la CSCE dans ce contexte. Il existe certainement des possibilités dans les échanges culturels, de jeunesse, et scientifiques,

mais le cadre institutionnel doit être sondé le plus strictement possible. (...)

### RETRAIT DES TROUPES ÉTRANGÈRES ET RAPPROCHEMENT CEE-COMECON

Le deuxième tabou que vous abordez, celui du retrait de toutes les troupes étrangères des pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest est inséparable d'un nouvel ordre pacifique européen. Comment pourrait apparaître cet ordre pacifique tant qu'il n'y aura pas de traité de paix avec les Allemands ? Les troupes des puissances victorieuses en RFA et RDA sont présentes sur une base irrésiliable, jusqu'à ce qu'il y ait un tel traité, (cf. article 3 du traité de stationnement des troupes des trois alliés occidentaux en RFA et règlement correspondant entre l'Union soviétique et la RDA). Par ailleurs, les quatre (!) alliés ont réciproquement confirmé encore une fois en 1972, dans l'accord de Berlin (sur les rapports entre les deux Etats allemands, ndr.), leur droit d'occupation comme vainqueurs. Cette souveraineté limitée des deux Etats allemands et l'état d'occupation à Berlin seraient inconciliables avec un ordre pacifique organisé comme à l'accoutumée.

Nous avons cette conception non seulement parce que la situation actuelle ne permet pas le droit à l'autodétermination, mais aussi, parce qu'elle est la justification des pactes militaires, de la présence des troupes soviétiques et de leurs armes nucléaires dans les pays limitrophes d'Europe de l'Est, ainsi que de la présence correspondante des alliés occidentaux, au moins des Américains. Dans cette mesure, les traités entre la RFA et l'Union soviétique, la Pologne et la Tchécoslovaquie sont, tout comme les traités entre la RDA et l'Union soviétique, des ersatz de traités de paix. Nous croyons que les deux tabous abordés par vous doivent être simultanément brisés pour surmonter la partition de l'Europe. Comme premier pas dans le domaine militaire, certaines mesures, notamment des réductions de troupes, une surveillance des armes chimiques et bactériologiques, des zones dénucléarisées, peuvent être réalisées.

Dans le domaine économique, notre but pourrait être atteint par un commerce Est-Ouest intensif dans un échange simultané de technologies. En raison de notre expérience quotidienne d'une superstructure super-bureaucratisée comme la CEE, nous voyons moins que vous dans un rapprochement CEE-COMECON un signe propice à une évolution pacifique en Europe. Nous voyons l'élargissement de la CEE comme étant trop étroitement lié à celui de l'OTAN, pour que nous puissions y voir un signal positif pour l'avenir de l'Europe. Ne s'agit-il pas plutôt d'un élargissement du bloc économique-militaire de l'Europe de l'Ouest ? Cela n'aurait-il pas eu plus de signification pour l'avenir de l'Europe unie si l'Espagne et le Portugal avait rejoint le groupe des pays européens neutres au lieu d'agrandir un des blocs ?

La CEE a peu contribué à l'élimination de la misère aux lisières de l'Europe du Sud et de l'Ouest. Plus personne ne parle de l'espoir d'une évolution démocratique de ce bloc économique. A l'ombre de la bureaucratie bruxelloise de la CEE et des décisions du conseil des ministres, le Parlement européen n'a presque pas de signification. Nous craignons aussi que les nouveaux développements dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) (1), pour édifier une industrie d'armement commune ne favorise pas l'émancipation politique de l'Europe de l'Ouest, mais correspond plutôt au souhait d'en faire une troisième grande puissance militaire.

Nous croyons que votre vision de l'Europe correspond plutôt à nos représentations et espoirs : « *La liberté et*

*la dignité des particuliers commandent la liberté et l'autodétermination des nations. Et seules des nations souveraines peuvent transformer l'Europe en une communauté de partenaires égaux, qui ne représenteraient pas la menace d'une guerre nucléaire totale, mais au contraire servirait d'exemple d'une coexistence pacifique véritable* ».

Initiative pour un Dialogue Est-Ouest,  
Berlin-Ouest,  
été 1985.

1. Les membres de l'UEO sont la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Luxembourg, la RFA, le Royaume-Uni et la Belgique. Le but de l'UEO est l'intégration européenne progressive dans les domaines économiques, politiques et militaires. L'organisation possède un Comité permanent des armements.

## Lettre du KOS polonais

**N**OUS publions ci-dessous la réponse du Comité de résistance sociale (KOS) polonais à l'Appel de Prague. Ce comité édite un hebdomadaire, *Kos* (merle), dont le tirage est d'environ 20 000 exemplaires, ce qui en fait l'un des principaux journaux clandestins. Sans se réclamer du socialisme, il est considéré comme un courant de gauche. On pourrait dire qu'il constitue la droite de la gauche polonaise. Le KOS fut le premier groupe polonais à prendre contact avec l'END.

### DOCUMENT

Nous avons lu le texte de votre Appel avec un grand intérêt. De nombreuses opinions qui y sont exprimées — sur la situation internationale actuelle et sur la façon dont elle pourrait être modifiée dans le sens des aspirations des peuples d'Europe — sont similaires aux nôtres. Nous partageons votre idéal d'une Europe libre de violence intérieure et extérieure, une Europe de liberté et de paix, comme nous l'avons dit à Pérouse, dans notre déclaration (1). D'ailleurs, nous avons expliqué dans le détail notre point de vue dans un autre déclaration du KOS intitulée « La paix est indivisible ».

Cependant, nous croyons que pour atteindre cet idéal, nous devons prendre en compte tous les problèmes controversés qui existent aujourd'hui sur notre continent. Bien que nous appuyons votre point de vue sur l'unification de l'Allemagne et sur l'inviolabilité des frontières européennes — voir le message du KOS à la conférence de Berlin (2) —, nous sommes obligés de faire remarquer que le sort de peuples libres privés de leur indépendance par l'Union soviétique représente un problème d'une importance égale : une nouvelle Europe ne peut pas être construite sans la participation des Lithuaniens, des Lettons, des Estoniens, des Biélorusses et des Ukrainiens. Nous croyons que cette question doit être incluse dans un document aussi important que l'Appel de Prague.

Nous ne partageons pas non plus le jugement entièrement positif que vous

portez sur le processus de négociation inscrit dans le cadre des accords d'Helsinki. Malgré les prétentions qui lui sont attribuées, ce processus a renforcé la logique des blocs au lieu de la dépasser. Ces réserves, ainsi que d'autres de moindre importance, rendent impossible pour nous de signer votre Appel sous sa forme actuelle. Cependant, nous pensons que de tels problèmes controversés peuvent être surmontés dans le cadre d'un dialogue, pour lequel l'échange de vues présent pourrait constituer le point de départ. Un tel dialogue est essentiel pour nos organisations, qui partagent toutes les deux les mêmes valeurs et sont engagées dans un combat contre le même mal.

En même temps, nous voulons vous assurer notre solidarité totale et exprimer notre reconnaissance pour les nombreuses occasions au cours desquelles vous avez démontré votre soutien à la lutte de notre société contre la coercition et la violence, lesquelles sont des problèmes qui touchent aussi de manière brutale la vie de votre société.

Nous espérons que le dialogue commencé ici représentera un pas sur la voie de la victoire dans cette lutte.

KOS,  
Varsovie, 11 juin 1985.

1. La troisième convention de l'END s'est tenue à Pérouse en juillet 1984. Voir l'article de Jacqueline Allio, « Le bilan de la rencontre de Pérouse », publié dans *Inprecor* numéro 180 du 24 septembre 1984.

2. La seconde convention de l'END s'est tenue à Berlin en mai 1983.

## Pas seulement la paix

**I**GOR LEWY est éditorialiste de l'hebdomadaire clandestin polonais *Robotnik* et membre du groupe politique *Robotnik*. Il collabore aussi à la revue *Naprzod*, organe du groupe politique *Wola*. Igor Lewy a écrit dans le mensuel *Vacat* une présentation détaillée des débats au sein des mouvements de la paix à l'Ouest, dans laquelle il cite très favorablement le Réseau européen pour un Dialogue Est-Ouest (voir précédent document).

Dans une contribution intitulée « *Pas seulement la paix* », il aborde le bilan du mouvement de la paix occidental et explique les perspectives d'une partie de l'opposition polonaise qui entend participer au débat entre les forces pacifistes des deux parties du continent. Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de cet article, où l'auteur donne son opinion sur l'Appel de Prague. ■

Igor LEWY

Ce n'est pas un accident si le document le plus important de la convention (la quatrième convention de l'END, tenue à Amsterdam en juillet 1985, ndr.) a été l'Appel de Prague, adressé par la Charte 77 (1). Ce document exprimait bien à propos l'état d'esprit et l'ambiance qui règnent à présent dans le mouvement pacifiste d'Europe de l'Ouest. Il était, en ce sens, un document écrit par des Européens qui observent avec attention le développement du mouvement, plus que le point de vue de l'opposition de l'Europe de l'Est. L'Appel de Prague contient des questions formulées avec pénétration et au meilleur moment.

Le but de l'Appel est de « dépasser les divisions en blocs par une alliance de nations libres et indépendantes, dans le cadre d'une communauté démocratique, autonome, pleinement européenne et vivant en amitié avec toutes les nations du monde ». Il n'est pas surprenant qu'une si belle vision ait reçu, pendant la convention, plusieurs réponses, et que d'autres réponses soient en train d'être rédigées.

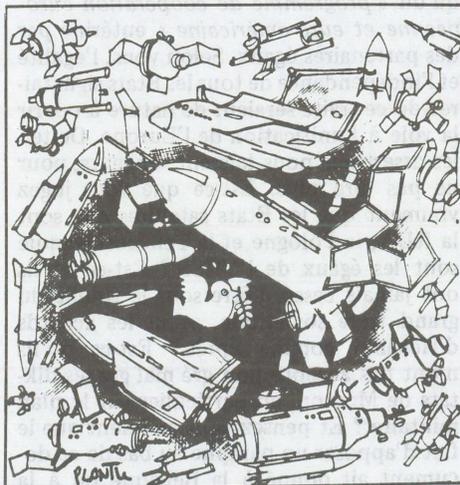
La vision d'une Europe unie où « la liberté et la dignité des citoyens » ouvre la route à la liberté et l'autonomie de l'Europe, et enfin où les frontières n'ont plus d'importance, si bien qu'il n'existe pas de raison de les changer, mais où au contraire il faut les garantir. Un moyen de parvenir à cet objectif est la résolution de la question allemande par la réunification de l'Allemagne dans ses actuelles frontières, la dissolution des blocs militaires, et une telle réduction du niveau d'armements qu'il exclue le risque d'agression, d'un côté comme de l'autre. Ces objectifs étaient en général acceptés par tous. La convention devait établir les premières voies pour atteindre ces objectifs. De ces réponses dépend l'appréciation de la rencontre d'Amsterdam.

Le fondement d'une action efficace pour mettre en œuvre les idées de l'Appel, c'est que les mouvements sociaux indépendants et les initiatives de citoyens exercent une influence croissante sur

les actions des gouvernements. La preuve qu'une telle situation n'existe pas à l'Ouest, c'est la défaite sur la question des fusées à moyenne portée. La preuve qu'elle n'est pas possible à l'Est, ce sont les places préparées pour les délégués de mouvements indépendants d'au delà du rideau de fer et qui sont restées libres.

Notre présence à Amsterdam n'a pas été seulement symbolique. Les militants pour la paix comprennent déjà que nous leur sommes indispensables, tout comme nous est indispensable l'appui des alliés de l'Ouest. La portée de l'Appel de Prague ne tenait pas seulement à son riche contenu mais aussi au point de vue à partir duquel il a été écrit. Il ne reflète pratiquement rien du particularisme national. En ce sens, il aurait aussi bien pu être écrit par quelqu'un n'ayant jamais visité l'Europe de l'Est. C'est un texte écrit d'un point de vue européen, au sens le plus large de ce terme. L'acceptation d'une optique tellement européenne va sûrement permettre à la Charte 77 de se lier plus étroitement avec le mouvement pacifiste.

Le dialogue Est-Ouest originel s'est peu à peu changé en un dialogue inter-européen, ce qui constitue un pas dans la bonne direction. Les auteurs de l'Appel se réfèrent aux travaux de la Conférence d'Helsinki, à son Acte final. Ils pensent



que la signature d'un tel document souligne l'indépendance formelle et la souveraineté des parties contractantes. Il suffirait de s'appuyer sur la lettre du droit international pour commencer à faire passer son respect dans les faits, ont conclu les Tchèques. Dans une de ses chansons, Jacek Kaczmarski met dans la bouche d'un dictateur communiste les mots suivants : « *Je ne vais pas écrire de calomnies, canaille qui prend Helsinki pour Yalta* ». Il semble que ce soit l'erreur des auteurs de l'Appel de Prague.

L'Acte d'Helsinki, signé à l'époque de la « détente », a formellement ignoré la division en blocs, tenant à la fiction de l'indépendance des signataires vis-à-vis de ceux-ci. Cependant les blocs n'ont pas cessé d'exister et c'est pourquoi ce texte magnifique reste sans vie. Dans sa réponse pleine d'enthousiasme à l'Appel, l'END explique sa réserve envers l'Acte d'Helsinki en soutenant que « très souvent les accords et d'autres actes intentionaux étaient simplement écartés dès qu'ils n'étaient plus utiles à nos dirigeants ». Et c'est bien ça. Si les Anglais se plaignent de ce que leur gouvernement ne fait pas passer dans les actes les dispositions de l'Acte final, que pouvons-nous dire, nous, les Polonais, les Tchèques et les Russes.

Il est temps de faire disparaître le prestigieux esprit d'Helsinki, si nous voulons sérieusement envisager d'agir non seulement avec justice mais encore avec efficacité. La raison fondamentale pour laquelle des documents de ce genre ne nous poussent pas et ne vont pas nous pousser en avant, c'est la représentativité limitée ou non-existante des hommes qui les signent. Si, en fait, nous voulons un dialogue Est-Ouest des citoyens, il n'existe pas de raison pour s'en tenir à l'échelon officiel dans l'approche des questions que les traités concernent.

Mient Jan Faber, le leader du Conseil œcuménique de la paix (IKV) en Hollande et Rainer Eppelmann, militant pacifiste est-allemand, ont conclu entre eux un pacte de paix individuel. Ce geste symbolique fait partie d'un plan à grande échelle. Il semble qu'un système de tels pactes puisse avoir une plus grande signification que la propagande. Un contact personnel entre individus des deux blocs peut augmenter la confiance et éliminer les craintes issues des frictions entre les nations. Car, pendant toute l'Histoire, la psychose de guerre a été le principal facteur permettant la guerre. Si, avec des actions massives de signatures de ce genre de pactes de non agression individuels, ont lieu des accords entre mouvements sociaux indépendants, et si ces accords donnent naissance à une coopération pratique dans la réalisation d'une vision politique commune allant au delà des intérêts nationaux particuliers, alors on pourra parler d'un vrai système de garantie non seulement de la paix mais aussi de l'unité de l'Europe.

1. Plus exactement par une série de personnalités représentatives de la Charte 77.

La coordination des actions politiques à une échelle internationale était jusqu'ici le domaine des puissances, en particulier de l'Union soviétique. Aucune raison n'empêche le mouvement européen pour l'émancipation sociale, pour la paix et l'intégration, d'utiliser un moyen de pression aussi efficace. Sa naissance nécessite nombre de contacts, de conversations, de négociations qui formeront une plateforme politique.

Le point culminant de ces actions doit être la convocation d'une Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Les délégués à une telle conférence pourraient être les représentants de mouvements sociaux, de syndicats, d'initiatives autonomes, de mouvements écologistes, enfin d'organisations politiques ; en un mot d'individus, de citoyens, et

non d'hommes politiques professionnels. Pour appliquer l'Acte final d'Helsinki, les gouvernements peuvent utiliser l'entière puissance de la machine d'Etat. Ils ne le font pas, car ils prennent les engagements d'Helsinki de façon hypocrite, car pour eux ce n'était qu'une magnifique opération de propagande de plus. Les signataires éventuels de Helsinki II auront à leur disposition des moyens beaucoup plus modestes. Ces moyens se résument en la volonté de coopération entre toutes les organisations et groupes indépendants qui veulent signer un tel acte. La signification de l'Acte final dépendra du nombre et de la force de ces organisations. ■

Igor LEWY,  
Varsovie, novembre 1985.

## Comment réaliser nos objectifs communs ?

Le texte qui suit a été écrit par nos camarades Jacqueline Allio et Ernest Mandel comme contribution au débat ouvert par la publication de l'Appel de Prague de mars 1985. ■

Jacqueline ALLIO  
Ernest MANDEL

Votre lettre, adressée le printemps dernier à la convention de l'END qui s'est tenue à Amsterdam en juillet 1985, a déjà donné lieu à de nombreuses contributions au débat suscité par les questions que vous soulevez. Nous voudrions vous dire toute l'importance que nous attachons pour notre part au dialogue qui s'est engagé depuis quelques années entre les militants pacifistes des deux parties de l'Europe. Le simple fait qu'un texte comme l'Appel de Prague existe, circule, suscite débats et prises de position — en particulier à l'Est — témoigne du caractère internationaliste du mouvement de la paix et de la volonté de débattre qui nous anime tous. Ce qui n'exclut pas les divergences, tant s'en faut. Le point de vue que vous exprimez sur une série de questions est loin de faire l'unanimité, mais ce qui est important, c'est justement que le débat s'instaure. Nous entendons y contribuer en vous faisant part d'un certain nombre de remarques.

### DES OBJECTIFS ET DES MOYENS

Vous vous déclarez convaincus, à propos de la division de notre continent, que l'instauration d'une Europe indépendante et démocratique passera par une réelle prise en mains de leur propre sort par tous les peuples concernés, au travers de la dissolution des alliances militaires de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, de même que par le retrait de toutes les armes nucléaires installées en Europe ou dirigées

contre elle et par le retrait des troupes américaines et soviétiques des territoires de leurs alliés respectifs. Nous sommes pleinement d'accord avec ces postulats qui figurent d'ailleurs parmi les exigences avancées par de nombreux mouvements de la paix, tant à l'Est qu'à l'Ouest. Tout au plus, faudrait-il ajouter que le désarmement nucléaire de la France et de la Grande-Bretagne devrait s'effectuer dans les mêmes conditions, car il s'agit également d'armées impérialistes.

Là où nous divergeons cependant, c'est à propos des moyens que vous mettez en avant pour que ces objectifs deviennent réalité. Et cela renvoie notamment au jugement que vous portez sur la nature et la portée des accords d'Helsinki, adoptés voici dix ans par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Vous y voyez ni plus ni moins qu'un « programme de coopération européenne et euro-américaine » entériné par des partenaires égaux. Selon vous, l'égalité et l'indépendance de tous les Etats signataires de ce traité seraient de nature à ouvrir la voie à l'unification de l'Europe. De telles assertions nous laissent songeurs, pour ne pas dire plus. Est-ce que vous jugez vraiment que les Etats satellites que sont la RDA, la Pologne et la Tchécoslovaquie sont les égaux de l'URSS ? Est-ce qu'ils ont jamais cessé d'être sous la tutelle du grand frère soviétique, avant les accords d'Helsinki comme après ? Est-ce qu'ils n'ont pas accepté bon gré mal gré les diktats de Moscou, en particulier sur le plan militaire ? Et pensez-vous vraiment que le fait d'apposer un paraphe au bas de ce document ait donné à la Belgique ou à la

Hollande un poids identique à celui des USA dans la politique de l'OTAN ? L'impérialisme américain n'a-t-il pas fait jouer le rapport de forces économique et militaire en sa faveur pour balayer les objections de certains gouvernements européens effrayés par les réactions des masses face au déploiement imposé des missiles Cruise et des Pershing sur le sol de leurs pays ?

Vous regrettez que les mouvements de la paix n'aient pas mieux exploité les engagements pris par les Etats européens dans le cadre des accords d'Helsinki, en soulignant qu'à vos yeux ce traité donnait la possibilité aux citoyens d'exercer un droit de regard sur leurs gouvernements et de rechercher des solutions permettant d'aboutir à des changements positifs à l'échelle continentale. Nous ne vous faisons pas l'injure de supposer que vous accordez une valeur quelconque à ces accords en ce qui concerne la Tchécoslovaquie et les autres pays de l'Est. Mais vous suggérez qu'il en va autrement à l'Ouest, apparemment convaincus qu'il aurait été possible d'utiliser efficacement ce document pour progresser dans la voie de la paix et de la démocratie. Les événements de ces derniers mois et de ces dernières années sont hélas là pour démentir votre optimisme.

Le mouvement de la paix hollandais, par exemple, a décidé d'user d'un instrument traditionnel de la démocratie parlementaire, en organisant un référendum contre le déploiement des fusées américaines aux Pays-Bas. Il a rassemblé 3,7 millions de signatures, ce qui d'un point de vue quantitatif, s'approche de la représentativité sociale de Solidarité en Pologne en 1980-1981. La force du point de vue exprimé et des mobilisations de rue antérieures n'a pourtant pas empêché le gouvernement hollandais d'obéir en dernière instance aux injonctions des puissances de l'OTAN, et de décider du déploiement des missiles contre l'avis de ses propres électeurs. Dans une déclaration de mars 1985, le groupe polonais « Liberté et paix », de Cracovie, affirme : « *Il n'y a pas de paix là où le système étatique en place opprime, impose son idéologie, là où l'individu est privé de son libre arbitre, où on lui interdit toute initiative, où les libertés traditionnelles sont niées.* » C'est vrai, mais on voit que même dans un pays comme la Hollande, où ces libertés existent pour l'essentiel, les perspectives de paix ne progressent pas pour autant, car les autorités n'agissent qu'à leur tête. Et lorsque les pacifistes deviennent un peu trop encombrants à leurs yeux, elles peuvent même aller jusqu'à faire poser une bombe par quelques agents très spéciaux, comme l'a bien montré l'affaire Greenpeace. Le gouvernement français, qui mène une politique militaire de grande puissance, n'a pas hésité à avoir recours au terrorisme d'Etat pour faire couler le bateau des écologistes qui ne cherchaient qu'à témoigner de son programme d'explosions nucléaires dans le Pacifique pour le dénoncer à haute voix dans les médias du monde entier. Comment, dès lors, attendre de ces mêmes gouvernements

qu'ils prennent des mesures concrètes pour faire progresser la paix ?

Votre texte souligne l'importance que vous attachez non seulement aux accords d'Helsinki, mais aux traités entre Etats en général, et aux négociations entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie en particulier. Nous ne pouvons vous suivre sur ce terrain et nous ne vous cachons pas que nous partageons le scepticisme qu'affichent à ce propos les camarades polonais et est-allemands dans leurs réponses à votre Appel. Les récentes négociations de Genève n'ont-elles pas, une fois de plus, fait beaucoup de bruit pour rien ? Il n'y avait rien à espérer de l'impérialisme américain, car ce dernier ne cachait pas sa détermination à poursuivre sa politique agressive pour imposer sa loi aux quatre coins de la planète et aller de l'avant dans la course aux armements, en particulier en maintenant son avance dans le domaine nucléaire avec le lancement du programme IDS. D'aucuns ont pu considérer les propositions avancées par Gorbatchev à Genève comme un changement radical dans la politique militaire de l'URSS. Il est certain que les Soviétiques sont soucieux de mettre un frein à la course aux armements et surtout à la guerre des étoiles, qui constitue un poids intolérable pour l'économie de leur pays. Mais de là à penser que les discours du chef du Kremlin sur la limitation des systèmes de défense avaient autre chose qu'une valeur diplomatique et qu'ils ouvraient une ère nouvelle dans les négociations sur le contrôle des armements, il y a un pas que nous ne saurions franchir. Preuve en soit que l'« offre » si généreuse de réduire les arsenaux nucléaires s'accompagnait d'une menace à peine voilée, au cas où les USA ne mettraient pas fin immédiatement à la guerre des étoiles : dans ce cas, inutile de penser qu'il puisse y avoir une quelconque limitation à la production d'armes nucléaires stratégiques. On est bien loin des revendications de désarmement unilatéral avancées par les mouvements de la paix de l'Ouest, dont la satisfaction permettrait pourtant de faire sans délai quelques pas en avant, aussi limités soient-ils, dans la voie du désarmement et de la paix. Si Gorbatchev s'était vraiment engagé dans cette voie, cela aurait aidé les pacifistes occidentaux dans leur lutte pour obliger leurs propres gouvernements à prendre des mesures de désarmement.

#### COMMENT CHANGER LE STATU QUO EN EUROPE ?

Mais tel n'est pas le cas, car Moscou (pas plus que Washington) n'a aucune intention de renoncer au statu quo établi par les accords de Yalta, et conforté par les accords d'Helsinki. Un statu quo qui permet à chacune des grandes puissances de poursuivre sa politique à l'échelle internationale, et qui, dans le cas de l'URSS, lui permet non seulement d'exercer un contrôle étroit sur les pays alliés, mais aussi sur les peuples de cet immense Etat qu'est l'Union soviétique, en s'appuyant sur la présence de ses troupes et de ses fusées pour mieux juguler tou-

te tentative de rébellion. Et voilà pourquoi le contenu des accords d'Helsinki est resté lettre morte. Ce n'est pas à vous, pourchassés, isolés, accusés, condamnés souvent pour avoir seulement pris la parole et dit tout haut ce que la plupart de vos concitoyens pensent tout bas, que nous apprendrons en quoi les engagements des Etats signataires sur le respect de la démocratie peuvent n'être que bouts de papier sans valeur. Mais il en va de même à l'Ouest en ce qui concerne les promesses de droit au travail et d'égalité économique pour tous. Les dizaines de millions de chômeurs des pays de l'OTAN sont bien placés pour savoir ce que coûte la politique militariste de leurs gouvernements. Car lorsque ces derniers ont à choisir entre produire plus de beurre ou plus de canons, entre dépenser plus d'argent pour une politique sociale ou pour un programme d'armement, ce sont toujours les canons et l'armement qui l'emportent.

Nous sommes d'accord qu'il ne faut pas renoncer pour autant à se battre pour la réalisation d'une série d'objectifs fixés par les accords d'Helsinki, et qu'il faut prendre les gouvernements à leur propre mot en appuyant toutes les initiatives visant à l'instauration des zones dénucléarisées et au démantèlement des armes nucléaires, comme vous le suggérez dans votre Appel, ce qui passe par l'encouragement à toutes les formes de relations et de dialogue entre organisations, groupes et individus indépendants des Etats. En cela, nous vous suivons pleinement. Mais nous sommes convaincus que les changements politiques auxquels vous aspirez tout comme nous pour l'Europe seront

liés, au premier chef, à l'activité de mouvements sociaux de masse capables de lutter contre la politique des gouvernements en place et qu'ils dépendront de l'instauration, dans les deux parties de l'Europe, de sociétés démocratiques, pacifistes et autogérées, basées sur l'abolition de la propriété privée des moyens de production et leur pleine socialisation. En d'autres termes, comme le disent les signataires de la contribution de RDA, une forme de socialisme démocratique où le pouvoir politique serait véritablement aux mains des travailleurs. Or, vous ne dites rien là-dessus dans votre Appel. Pour notre part, il ne fait aucun doute que la réalisation des buts que vous mettez en avant ne saurait avoir lieu dans le cadre de sociétés gérées par la loi du profit, comme c'est le cas à l'Ouest, ou dominées par le pouvoir d'une minorité monopolisant la gestion des moyens de production, comme c'est le cas à l'Est. C'est de la détermination de l'ensemble des mouvements sociaux et pacifistes à imposer des bouleversements radicaux dans les rapports sociaux existants que dépendra l'existence d'une Europe unie et démocratique, et non des traités que les gouvernements actuels pourront être amenés à passer entre eux.

Nous espérons que le débat sur ces questions pourra se poursuivre entre tous ceux qui sont engagés dans le combat du mouvement pour la paix, pour l'égalité et la justice sociale, et pour la démocratie. ■

Jacqueline ALLIO,  
Ernest MANDEL,  
10 janvier 1986.

## Il n'y a qu'un seul bloc militaire

Le texte que nous publions ci-dessous constitue une réponse à l'Appel de Prague écrite d'un point de vue clairement pseudonyme de « Politikus », refuse l'idée qu'il y aurait deux blocs militaires en Europe dominés par deux super-puissances et dirige ses critiques contre la seule Union soviétique. Nous avons repris son texte du numéro d'automne 1985 de la revue *Gegenstimmen* publiée à Vienne. ■

#### POLITIKUS

Certes, l'Europe n'est pas un continent de paix, quoiqu'elle vive depuis déjà 40 ans dans un état, qui, pour reprendre les termes de l'Appel de Prague, est celui d'un « monde sans guerre ». Cependant, j'ai appris avec étonnement que cette situation a pris naissance lorsque « les zones d'opérations militaires définies par l'accord de Yalta ont dégénéré en blocs politico-militaires ». Je n'ai en réalité encore jamais entendu une interprétation aussi singulière de la naissance de la guerre froide. Comme si une quelconque force inconnue, anonyme, « avait changée »

quelque chose de ce qui était originellement pensé tout autrement. N'est-il pas complètement évident, que la guerre froide était un processus mené depuis le début avec des intérêts stratégiques parfaitement clairs ? Dans le texte de l'Appel de Prague, cela n'est nulle part explicitement formulé, mais il n'est pas difficile d'accéder à la conception des auteurs qui voient les racines de tous les maux dans l'existence des deux blocs et leur tâche dans le « dépassement de la division en blocs ».

J'ai vécu quelques décennies sur ce continent et je peux déclarer en toute responsabilité qu'il n'y a en Europe

qu'un bloc réellement militaire et qui a une politique de grande puissance. C'est celui qui fut créé après l'année 1945 par l'Union soviétique en défense de ses intérêts stratégiques et qui, depuis, a été maintenu, souvent par l'application de méthodes brutales. Oui, l'Europe se trouve depuis 40 ans dans un état sans guerre. Mais, on y oublie parfois que les seuls actes réellement militaires en Europe depuis 1945 ont été commis par l'Union soviétique. C'est elle qui a réprimé en 1956 l'insurrection hongroise et qui, douze ans plus tard, est intervenue en Tchécoslovaquie. Dans les deux cas, il s'en allait d'une agression absolument évidente et comme telle doit-elle être définie par tous les spécialistes du droit international. Dans les deux cas, l'intervention était motivée par la crainte que ce bloc pourrait éventuellement se désagréger.

Et de l'autre côté ? En 1949, c'est-à-dire après le blocus de Berlin (de Berlin-Ouest par les autorités d'occupation soviétiques en Allemagne en 1948, ndlr.) et le coup de février en Tchécoslovaquie (prise du pouvoir par le Parti communiste en février 1948, ndlr.) — quand on avait clairement vu, dans quel chemin s'engageait la politique soviétique — se forma, dans l'effort pour édifier une réelle digue contre cet expansionnisme, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), comme association d'Etats libres, indépendants avec des parlements élus et des gouvernements démocratiques, sous lesquels les droits de l'homme sont respectés. Il y eut naturellement ici aussi des exceptions. La Grèce dans les années 1967-1974 et le Portugal jusqu'en 1974 n'étaient pas des Etats démocratiques et le régime actuel en Turquie est également très éloigné d'une réelle démocratie, mais les deux premiers cas ne sont-ils pas justement des preuves de ce que dans le cadre de l'OTAN le chemin qui mène du régime autoritaire à la démocratie est possible, tandis qu'au sein du Pacte de Varsovie nous attendons toujours en vain quelque chose de semblable ? Quand la France décida en 1966 de se retirer de la structure militaire de l'OTAN, les Américains ne demandèrent que quelques mois de patience et partirent discrètement en Belgique. Qu'aujourd'hui ou demain un gouvernement soit élu par la voie démocratique dans un quelconque pays de l'Europe de l'Ouest, qui aurait dans son programme le retrait de l'OTAN, les Américains se retireraient à nouveau poliment. Alors, où y a-t-il donc deux blocs ?

Suivant la pensée de l'auteur de l'Appel de Prague, une condition nécessaire pour la recherche d'une issue acceptable est la reconnaissance du présent état de fait comme point de départ d'un changement plus profond. Ça m'intéresserait de savoir ce que pensent les Estoniens, Lithuaniens et Lettons de ce point de vue. Leurs pays, qui n'ont menacé personne, furent sournoisement occupés à l'été 1940 par l'Union soviétique, laquelle y confisqua le pouvoir et les soumit. Après l'année 1945, elle put conserver ces gains

territoriaux, parce qu'elle avait gagné la Deuxième Guerre mondiale. Aucun Européen au sentiment réellement démocratique ne peut contourner ce fait. Ne serait-ce pas mieux si l'on retournait au vieux principe de l'autodétermination des nations ?

Déjà pendant que j'écris ces lignes, je sais qu'on me répondra que je ne suis pas suffisamment réaliste ; que de telles proclamations sont certainement admirables et véridiques, mais qu'elles ne mènent à rien. Cela serait naturellement le cas, s'il s'agissait d'un document, qui avait pour but de fournir les fondements d'une démarche politique pratique. L'Appel de Prague ne représente pas un tel document et ne peut pas non plus l'être. Il s'agit d'une déclaration de principe et doit pour cela, dans le cas où elle doit avoir une réelle valeur, procéder des conditions effectives et ne pas tenir compte des possibilités tactiques. Toute équivalence entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie, impliquée dans la phrase « *dépassement de la division en blocs* », contredit mon

expérience vécue et ne peut satisfaire aucun homme pensant qui a vécu l'année 1968 en Tchécoslovaquie.

Je pense aussi aux destinataires de l'Appel de Prague. J'ai longtemps étudié l'histoire de la diplomatie et je nourris une profonde méfiance à l'égard de toute conférence de paix comme des négociations sur le désarmement. Elles n'ont jamais rien résolu et l'histoire du monde se serait déroulée sans aucun problème sans elles. Combien a-t-on pourtant négocié dans les années 1930 ! On réarmait de plus en plus, Hitler construisait les camps de concentration et Staline assassinait les koulaks comme s'ils n'étaient rien. Je nourris encore une grande méfiance vis-à-vis de l'actuel mouvement de la paix en Europe de l'Ouest. Le président français Mitterand a raison quand il dit : « A l'Est, il y a des fusées, et à l'Ouest, le combat pour la paix ». ■

POLITIKUS,  
*Gegenstimmen*,  
Vienne, automne 1985.

## Réponse à Politikus

LES positions défendues dans l'article précédent ont trouvé une réponse dans une contribution écrite par Petr Uhl, parue dans le même numéro de *Gegenstimmen*, qui critique l'analyse faite par « Politikus » des responsabilités respectives de l'Union soviétique et de l'impérialisme dans les dangers qui menacent l'humanité. ■

Petr UHL

L'apologie de l'OTAN proposée par Politikus me déconcerte par sa simplicité et par sa sélection appropriée des faits. Une discussion avec des gens qui partageraient ses points de vue serait sûrement très difficile. Mais je suis un optimiste et souhaite croire que la description et l'analyse de la situation générale dans le bloc occidental, au niveau des rapports économiques et sociaux, des alliances politico-militaires dans les quarante dernières années aussi bien qu'au niveau des rapports culturels, nationaux etc. sera plus compréhensible pour les gens en Tchécoslovaquie que le serait un exposé des rapports (sociaux, ndt.) dans les dictatures bureaucratiques de type soviétique adressé aux populations d'Amérique latine, d'une grande partie de l'Asie et de la majorité de l'Afrique ou même à la population d'Europe de l'Ouest et des Etats-Unis.

Notons pourtant que les habitants d'Europe de l'Ouest et des Etats-Unis peuvent se consoler de leurs problèmes quotidiens du fait, qu'à la différence de 90 % du reste de l'humanité sur laquelle repose le coût du bien-être relatif des sociétés occidentales, ils « *vivent dans une association d'Etats libres et indépendants avec des parlements élus et des gouverne-*

*ments démocratiques dans lesquels les droits de l'homme sont respectés* ». Même ces gens d'Europe de l'Ouest et des Etats-Unis — je ne parle pas ici des populations du soi-disant Tiers Monde — sont parfois si ingrates qu'elles ne savent pas prendre en considération ce fait et exigent impudemment la solution de leurs problèmes, parfois même en faisant référence à des violations des droits de l'homme, des restrictions de démocratie et de liberté, et à l'indépendance problématique des Etats.

Je reste ainsi optimiste — la Bohême a toujours été un creuset de cultures — et je veux croire que nous, si nous poursuivons la discussion avec un minimum de dignité, dont manque jusqu'ici Politikus, nous clarifierons l'amour de la paix de l'OTAN et la politesse américaine, sur laquelle nous avons rassemblé tant de preuves amères ces quarante dernières années.

Après tout l'avis de Politikus est digne d'être mentionné, à savoir que dans l'Appel de Prague — même si cela n'est pas abordé directement — découle une mise en équivalence du Pacte de Varsovie et de l'OTAN. Politikus avance que ceci contredit son (sic !) expérience de la vie et ne peut satisfaire aucun homme pensant qui a vécu l'année 1968 en Tchécoslovaquie.

En ce qui me concerne, si j'ai signé

L'Appel de Prague, c'est aussi parce qu'il ne met pas un tel signe d'égalité : mon expérience de vie contredit un tel point de vue que j'écarte comme européocentrique, simpliste et politiquement faux. La comparaison du potentiel économique et militaire des deux grands blocs (dans le sens des superficies et des populations) ainsi que les analyses des systèmes politiques et sociaux de ces blocs dans leur développement historique et finalement l'étude de leur « agressivité », — la dynamique comme les concessions au sein de la sphère du pouvoir — tout cela me convainc de la suprématie de l'impérialisme américain et du capital international sur le bloc soviétique.

Ce sont justement les rapports de production capitaliste dominant dans ces pays, combinés avec leur grande puissance militaire, embrassant presque le monde entier, qui représentent un obstacle essentiel à un développement harmonieux de l'humanité. Le blocage du stalinisme en Union soviétique, lequel doit être écarté de manière révolutionnaire, joue les deuxième violon dans l'orchestre de la politique mondiale. Les malheurs dont souffre

l'humanité et les dangers auxquels elle est exposée à cause du stalinisme ont toujours été moins grave que les conflits suscités par le capital mondial et l'impérialisme.

Je pense que dans un proche avenir, il va falloir que j'analyse ces positions que je défends en les confrontant aux faits, ne serait-ce que parce que mon point de vue n'est pas très répandu dans ce pays ni en aucune manière populaire. Si je justifiais mes positions en toute honnêteté, elles ne seraient peut-être plus considérées comme démobilisatrices. En effet, j'ai toujours affirmé qu'il est de notre devoir de critiquer publiquement avant tout les contradictions sociales (erreurs, injustice, illégalité), que nous voyons dans notre entourage immédiat, et je me suis efforcé de vivre suivant ce principe. Il en va aussi pour moi toujours du contexte général de notre action, de l'avenir et de la direction dans laquelle nous avançons dans ce pays, en Europe comme dans le monde entier. ■

Petr UHL,  
le 1er octobre 1985.

pent pas à l'Est pas seulement, ni même principalement, parce qu'ils ne seraient pas tolérés par leurs gouvernements (ce qui est certainement vrai) mais essentiellement parce que la plupart des gens ne croient pas que leurs gouvernements commencent une guerre nucléaire et qu'ils sont donc préoccupés par d'autres problèmes, comme par exemple le bas niveau de vie, le manque d'indépendance nationale, la violation des droits civiques ou la corruption.

Il est vrai, bien sûr, que des gens partout désirent les mêmes choses : la paix, une meilleure qualité de vie, plus de liberté, de justice sociale etc. Cependant, ces valeurs universelles sont menacées et violées à des degrés divers dans les différentes parties du monde. Les priorités pratiques ne sont pas les mêmes et les causes pour lesquelles les gens sont prêts à se battre, à adhérer aux mouvements et prendre des risques sont différentes, bien qu'elles ne soient pas forcément mutuellement exclusives, voire qu'elles soient en fait parfaitement compatibles.

C'est pourquoi, il est en pratique inutile pour un « dissident » est-européen de poser des conditions qui doivent être remplies par le mouvement de la paix occidentale (lutte pour la « liberté » là où elle n'existe pas encore, « engagement indéfectible pour les revendications fondamentales des droits de l'homme », « élimination de la violence et de l'injustice au sein des Etats », « renversement du système totalitaire » etc.). Il est également inutile pour un militant du mouvement de la paix occidentale de se plaindre de l'absence d'un mouvement pacifiste de masse à l'Est et d'exprimer l'opinion que la paix — et non la lutte pour le changement politique et social — doit être partout la première préoccupation.

De telles discussions peuvent être d'un intérêt théorique considérable (...) elles sont de peu de pertinence pratique si elles sont censées servir de guide à des mouvements sociaux qui surgissent dans des conditions sociales différentes. Loin de moi l'idée de nier que des déclarations normatives sur des mouvements sociaux pourraient avoir un impact pratique et conduire à une certaine modification de leurs orientations. Dans ce cas particulier, pourtant, il y a deux excellentes raisons pour que ces mouvements restent ce qu'ils sont et pour qu'on fasse des efforts dans le sens de la collaboration et du soutien réciproque plutôt que d'essayer d'aller vers une stratégie commune.

Ces raisons sont les suivantes. Le mouvement de la paix est la conséquence d'une crainte tout à fait légitime de la part de larges masses de la population dans les pays occidentaux que la politique de leurs gouvernements pourrait conduire à la destruction nucléaire. Bien que le bilan militaire de chacune des deux superpuissances depuis 1945 soit sensiblement égal (le Guatemala, le Vietnam, Grenade pour l'un, contre la Hongrie, la Tchécoslovaquie et l'Afghanistan pour l'autre), il y a quand même une asymétrie importante en ce qui concerne les armes

## La paix et les droits de l'homme

**P**OUR conclure ce dossier, nous reproduisons un texte de Mihailo Marcovic, un des plus éminents philosophes marxistes en Yougoslavie, qui enseigne à l'Université de Belgrade. Marcovic, qui était collaborateur de la revue marxiste critique *Praxis*, interdite par les autorités yougoslaves en 1975, est l'auteur de nombreux ouvrages philosophiques sur la théorie et la pratique de la démocratie socialiste. Dans le texte ci-dessous, il se livre à une réflexion originale sur les rapports entre le mouvement de la paix en Europe de l'Ouest et les luttes pour la démocratie et les droits de l'homme à l'Est. ■

Mihailo MARCOVIC

Les Yougoslaves se trouvent dans une situation plutôt bizarre par rapport aux deux parties d'une Europe divisée et plus ou moins dominée par les super-puissances. En un sens, ils n'appartiennent à aucune de ces parties : ni divisions soviétiques ni bases de l'OTAN ne sont installées dans leur pays ; le système social dans lequel ils vivent n'est ni étatiste ni capitaliste. En un autre sens, ils appartiennent aux deux : le système politique décentralisé existant est toujours très autoritaire, et les différenciations sociales, quarante ans après une véritable révolution populaire, restent tout à fait inacceptables. Cette situation ambiguë présente à la fois un inconvénient et un avantage : un inconvénient, parce qu'on ne subit pas les pires maux, ni de l'Est ni de l'Ouest (et que la souffrance constitue parfois une condition nécessaire de la sagesse) ; un avantage, parce qu'une certaine distance, liée à des possibilités importantes de voyager et d'avoir contact avec des gens des deux parties de l'Europe

permet de mieux comprendre les besoins spécifiques, les craintes et les aspirations de chacun.

### DIFFÉRENTES PRÉOCCUPATIONS

Cette compréhension des préoccupations immédiates divergentes des larges masses de la population en Europe de l'Est et en Occident est la condition d'un réel dialogue, sans même parler d'une stratégie commune, entre les principaux militants du mouvement de la paix occidentale et les groupes en Europe de l'Est qui luttent pour la démocratie et pour le respect des droits de l'homme. Les intellectuels indépendants d'Europe de l'Est doivent comprendre que la préoccupation la plus urgente et la plus grave des Occidentaux est le danger d'une guerre nucléaire, le cauchemar de la destruction totale dont la responsabilité incomberait en premier lieu à leurs propres gouvernements.

Les militants pacifistes occidentaux doivent comprendre que des mouvements pacifistes de masse ne se dévelop-



Atelier des « Femmes pour la Paix » en été 1983 à Berlin-Est. (DR)

nucléaires. Toute l'histoire de l'armement nucléaire depuis 1945 est faite de séries de négociations, où à chaque fois les Etats-Unis avaient l'avantage à leur ouverture et où l'Union soviétique à leur clôture finissait par rattraper son retard. En ce moment, nous sommes au début d'une nouvelle série de négociations. Le gouvernement de Reagan est prêt à dépenser 1,5 millions de milliards de dollars pour acquérir une nouvelle « position de force ».

Comme le sait toute personne qui se soucie des détails techniques élémentaires, il est tout simplement faux d'affirmer que l'Occident ne fait que lutter pour redresser l'équilibre. La vérité, c'est que le nombre plus important d'armes américaines techniquement supérieures, plus exactes, plus mobiles et « légères » fait plus qu'égaliser le nombre plus grand d'armes soviétiques plus anciennes, lourdes, immobiles et donc plus vulnérables. Quand aujourd'hui les Américains commencent une nouvelle escalade dans l'armement nucléaire, ils le font non seulement pour des raisons économiques et politiques (afin de maintenir un niveau élevé d'activité économique et d'épuiser l'économie soviétique dans cette course aux armements) mais aussi pour une raison militaire fondamentale. Dans chaque scénario de conflit militaire conventionnel en Europe avec l'Union soviétique, les Etats-Unis, où il n'y a pas de service militaire obligatoire et où, par conséquent, l'armée conventionnelle est relativement faible, doivent « envisager l'option nucléaire » pour éviter la défaite et l'humiliation.

L'élément crucial de la stratégie de l'OTAN est l'utilisation d'armes nucléaires américaines en cas d'invasion soviétique conventionnelle. C'est pourquoi le gouvernement soviétique a pu renoncer officiellement à l'utilisation première des

armes nucléaires, alors que les Etats-Unis n'ont pas encore pu prendre le même engagement. C'est pourquoi, dans l'histoire déjà longue de négociations pour le désarmement tous les efforts pour trouver un accord ont fini par échouer : l'Union soviétique a toujours cherché à préserver sa supériorité dans la sphère des armes conventionnelles et les Etats-Unis n'ont été prêts à réduire leurs armements nucléaires que de manière à garder une nette supériorité (...)

#### LA LIBÉRATION DE L'EUROPE DE L'EST

Pour l'instant, il n'existe aucun mouvement de masse en Europe de l'Est. Ceux qui existaient ont été supprimés par la force. Leurs objectifs n'étaient pas la paix mais la liberté politique, l'indépendance nationale, l'auto-gouvernement, l'abolition de la tyrannie bureaucratique, de la corruption et de la mauvaise gestion. Les gens qui vivent dans ces pays ont toutes les raisons de craindre la destruction universelle. Mais la plupart d'entre eux ne pensent pas, et pour cause, que leurs gouvernements déclencheraient une guerre nucléaire, bien qu'ils soient prêts à employer une violence conventionnelle considérable contre des peuples voisins.

Combien énorme est la différence de situation dans cette partie du monde, et combien la réponse à cette situation doit être différente : la meilleure illustration en est le fait que les trois mouvements les plus importants en Europe de l'Est depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale — en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968 et en Pologne en 1980-1981 — auraient eu une possibilité de réussir seulement s'ils avaient pris le risque d'une guerre civile prolongée et s'étaient organisés de manière appropriée en fonction de cet objectif.

Tout mouvement dans cette région sera écrasé par la force dans un avenir prévisible s'il ne crée pas une auto-défense impressionnante qui rendrait trop élevé le prix d'un recours à la violence de la part des gouvernements et qui obligerait ces derniers à faire certaines concessions. (...)

La libération de l'Europe de l'Est ne peut être que l'œuvre des Est-européens — bien sûr, avec le soutien de tous ceux dans le monde qui luttent contre toute sorte d'oppression. Cette libération prendra beaucoup de temps, elle exigera une force morale énorme, des risques, des sacrifices. Malheureusement, une Europe libre et unie, riche par la diversité de ses traditions politiques et culturelles, n'est pas en vue, loin s'en faut. Les divisions sont tellement profondes, les conditions de vie tellement différentes, que ni un seul grand mouvement uni ni un programme ou une stratégie commune ne sont possibles.

En revanche, ce qui est possible, c'est l'existence d'une série de mouvements et de groupes dont les objectifs particuliers quoique différents se recouvrent. Ils pourraient partager au moins certaines préoccupations communes : la lutte pour la survie et le développement du genre humain, la solidarité et un soutien réciproque fort dans la lutte contre toute forme de domination, d'oppression et d'injustice sociale. Tous les Européens pourraient partager le rêve d'une Europe libérée, développée, désarmée et riche en ressources humaines. Mais ce qui est le plus difficile à atteindre est la fusion du rêve utopique avec la sagesse pratique et l'engagement courageux et résolu pour donner le jour à la possibilité historique optimale de notre temps.

Mihailo MARCOVIC,  
END, numéro 12,  
Londres, octobre-novembre 1984.

# NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

## ANTILLES

### La position du GRS pour les élections régionales

*Au mois de mars prochain se dérouleront des élections législatives et régionales en France métropolitaine et dans les Départements d'outre-mer. Le Groupe révolution socialiste (GRS), la section antillaise de la IVe Internationale, vient d'adopter lors de la dernière réunion de son comité central une position de participation active en ce qui concerne les élections régionales. Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un article paru sur cette question dans Révolution socialiste, organe du GRS, de la mi-janvier 1986.*

Le comité central des 26 et 27 décembre 1985, a confirmé l'orientation de l'organisation en faveur d'une participation active et résolue aux prochaines élections régionales. Il n'est pas question de laisser les masses populaires réduites au choix entre une droite revancharde et une gauche locale qui lui a, aux Antilles comme en France, préparé le terrain en appliquant une politique très voisine de la sienne.

Notre présence visera à offrir une alternative révolutionnaire, anticolonialiste et anticapitaliste. Cette alternative, nous voulons la construire avec ceux qu'intéresse la double perspective de la libération nationale et du pouvoir des masses travailleuses, avec ceux qui tireront de cette perspective générale des tâches communes pour la période qui vient.

Dans cette optique, le GRS a entamé des discussions avec Combat Ouvrier (formation liée à l'organisation Lutte Ouvrière en France, ndlr.), organisation dont les références programmatiques sont connues, et avec des militants anticolonialistes d'origines différentes mais opposés à la capitulation réformiste (et ceci en Guadeloupe comme en Martinique).

Le GRS a également écrit au Mouvement pour l'indépendance de la Martinique (MIM), afin de proposer à ce mouvement d'examiner les conditions d'une liste unitaire des indépendantistes non

impliqués dans quelque projet de collaboration de classe que ce soit.

Le GRS rendra compte de l'ensemble de ses démarches, mais informe d'ores et déjà, qu'en tout état de cause, il sera présent dans la bataille à venir, dans un cadre unitaire si possible ou seul si nécessaire.

Pour l'heure, nous appelons nos sympathisants, nos amis, les travailleurs fidèles à leur classe, les anticolonialistes résolus, les démocrates respectueux du combat prolétarien à nous apporter le soutien financier, matériel, politique dont nous avons besoin pour remplir nos engagements à l'égard des masses. ■

## EUROPE

### Réunion des directions des sections de la IV Internationale

Une rencontre des Bureaux politiques des sections européennes de la IVe Internationale s'est tenue au mois de novembre 1985 avec la participation des représentants des sections de France, de Grande-Bretagne, du Portugal, de l'Etat espagnol, de l'Allemagne de l'Ouest, de la Belgique, des Pays-Bas, du Luxembourg, du Danemark, de la Suède, de l'Autriche, de la Suisse et de l'Italie. A l'ordre du jour de la réunion figurait l'analyse de la crise économique, de ses effets sociaux et politiques au sein de la classe ouvrière européenne et des conséquences qui en découlent pour la construction des organisations révolutionnaires.

Le premier rapport fait par le camarade Ernest Mandel, dont nous reproduisons dans ce même numéro une version rédigée, a porté sur l'ampleur de la dépression économique, ses conséquences sur les différentes branches de la production, la situation de l'emploi suivant les secteurs d'activité et son évolution comparée dans l'industrie manufacturière et les services, la structure des qualifications et l'évolution du niveau de vie du prolétariat.

Le rapporteur a également précisé l'impact des nouvelles technologies sur les grandes concentrations industrielles et l'organisation du travail, ses répercussions sur le degré d'organisation syndicale, cela en rapport avec le projet capitaliste de « société duale » qui vise, par l'utilisation d'un chômage structurel à long terme et l'extension massive du travail précaire ainsi que du travail à temps partiel (notamment chez les femmes), à imposer une division durable de la classe ouvrière et à provoquer une démolition durable de larges couches de la jeunesse.

Ce rapport devait conclure sur une analyse du potentiel de riposte de la classe ouvrière, de son caractère défensif et fragmenté bien que des différences existent sur ce plan entre les pays d'Europe. Dans ce contexte, la recomposition du mouvement ouvrier apparaît comme un processus de longue haleine au cours duquel les organisations révolutionnaires doivent être capables de présenter un programme de lutte contre l'austérité et contre la crise accompagné d'une propagande socialiste d'ensemble et d'une contre-offensive idéologique générale afin de contrecarrer l'offensive néolibérale qui sous-tend les attaques du patronat et de la bourgeoisie.

Cette introduction générale était complétée par deux rapports spécifiques. L'un sur la crise et la restructuration dans l'industrie automobile, les réponses du mouvement syndical à cette situation et l'attitude des marxistes révolutionnaires, rapport qui a été publié dans *Inprecor* numéro 210 du 6 janvier 1986. L'autre rapport portait sur la question de la flexibilité de l'emploi, du travail précaire et de ses conséquences sur les négociations et les contrats collectifs, définissant aussi notre orientation face à ces problèmes.

La seconde partie de cette réunion a été consacrée aux problèmes de construction des organisations. Des rapports présentés par les camarades espagnol, français, belge et danois ont mis en lumière les problèmes auxquels les sections de la IVe Internationale sont confrontées et que l'on peut résumer par les interrogations suivantes : quelle réponse face à la crise, quelle perspective politique pour le mouvement ouvrier, quelle politique de front unique doit-on mettre en avant et quelle politique unitaire doit-on impulser compte tenu des rythmes de la recomposition du mouvement ouvrier ?

Par ailleurs, des commissions de travail se sont tenues. Une commission « femmes » s'est réunie à deux reprises pour discuter des attaques spécifiques dont les femmes sont victimes et de la riposte à organiser, ainsi que des problèmes posés par le développement du travail à temps partiel. Cette commission a également débattu de la situation des femmes dans les organisations de la IVe Internationale.

Une commission « jeunes » a discuté des problèmes particuliers des organisations de jeunesse et de la préparation du Camp de la jeunesse de l'été 1986. Enfin, une commission sur l'Afrique du Sud et les problèmes de la solidarité a également eut lieu.

La discussion sur l'ensemble de ces thèmes devrait se poursuivre lors du prochain Comité exécutif international (CEI) de la IVe Internationale. ■

librairie diffusion

**LA BRECHE**

9, rue de Tunis,  
75011 PARIS. Tél : 4367 63 57

## ILE MAURICE

# Les élections municipales et la campagne de l'OMT-FNAS

Les élections municipales du 8 décembre 1985 ont été un affrontement politique d'ampleur nationale. D'abord, parce qu'elles constituaient un galop d'essai pour les formations en lice en prévision des législatives qui devraient normalement avoir lieu en 1988. Ensuite, parce qu'elles donnaient l'occasion d'un vote sanction contre la politique du régime et l'orientation de l'Alliance gouvernementale qui réunit le Mouvement socialiste mauricien (MSM) du premier ministre Aneerood Jugnauth, défenseur des intérêts de la fraction hindoue de la bourgeoisie, le Parti mauricien social démocrate (PMSD) du vice-premier ministre Gaëtan Duval, grand admirateur de la très raciste République d'Afrique du Sud et défenseur traditionnel des intérêts de la bourgeoisie sucrière franco-mauricienne, et un regroupement d'anciens membres du Parti travailliste (PT) exclus pour leur participation à la coalition gouvernementale. Le Parti travailliste qui se remet difficilement de la crise ouverte par son échec électoral cuisant de 1982, se présentait quant à lui comme une force d'opposition dans ces consultations électorales de manière à redorer son blason.

Seul pourtant le MMM apparut à un niveau de masse comme la formation d'opposition au régime actuel. Ce qui lui permit de remporter les cinq municipalités en jeu. Pourtant le MMM de 1985 n'est plus celui qui, vers la fin des années 1970, prônait encore « la lutte de classe contre la lutte de race ». Après un passage au gouvernement en 1983 dans le cadre d'une coalition avec un parti bourgeois aujourd'hui membre de l'Alliance, le MMM a connu une très nette évolution politique à droite. Ce recentrage impulsé par la direction du MMM s'exprima, lors de la participation gouvernementale de ce parti, dans les multiples compromis passés alors avec le grand capital sucrier et les institutions financières internationales dont les recommandations furent scrupuleusement suivies par Paul Bérenger, leader du MMM et ministre des finances de l'époque. Cela provoqua une importante désorientation dans les rangs des masses populaires qui avaient voté très massivement en faveur d'un véritable changement de politique.

La désorientation des masses face à ce volte-face du MMM, à son évolution électoraliste et à la campagne communaliste lancée par Aneerood Jugnauth, accrut encore la division des rangs ouvriers et populaires suivant des contours communautaires (communalisme). Le recul du niveau de conscience politique des masses populaires qui s'ensuivit est le produit direct de l'offensive politique de l'Alliance gouvernementale et de l'absence d'alternative proposée par le MMM. Ce

dernier en effet n'a pas d'autre orientation économique que bourgeoise et pro-impérialiste à mettre en avant. A l'île Maurice, la démagogie et le clientélisme communalistes trouvent un terrain de prédilection pour leur développement du fait que la bourgeoisie est scindée en fractions recoupant des appartenances communautaires diverses et que les masses laborieuses sont, elles aussi, divisées entre les petits planteurs en majorité hindous et les prolétaires urbains surtout créoles.

Le poids du communalisme a joué à plein lors de la récente campagne municipale. A cette pratique gouvernementale courante, le MMM s'était globalement refusé jusqu'à ces dernières années à répondre sur le même terrain. Il n'en a pas été de même lors de ces élections municipales où l'on a entendu Paul Bérenger demander aux « minorités persécutées par le gouvernement de s'en souvenir à l'heure du vote ». C'est d'ailleurs sur cette même base que le PT a appelé à voter pour certains candidats du MMM, notamment Cassam Uteem, en raison de « son soutien dans la défense des intérêts de la communauté musulmane à l'Assemblée législative ».

Ce contexte de manipulation des réflexes communautaires minoritaires (créoles, musulmans) en opposition à la communauté majoritaire hindoue, dont l'actuel premier ministre se prétend le défenseur, a largement dénaturé la victoire électorale du MMM. Celui-ci a remporté certes toutes les municipalités et même 19 des 20 circonscriptions électorales, mais il n'en reste pas moins, comme l'écrit un tract de l'Organisation militante des travailleurs (OMT-FNAS), qu'une « situation politique malsaine se précise ». Ce document, qui tire le bilan des élections, affirme notamment : « L'île Maurice est scindée en deux blocs communautaires. Le MMM a raflé l'électorat du PMSD à Beau-Bassin et à Curepipe et prend le contrôle en même temps de toutes les municipalités. Mais sur quelle base ? Les élections générales de 1976 et 1982 ont été faites sur une base de classe. Mais les municipales du 8 décembre ont été faites sur une base de race. Le MMM a réussi à souder une fraction de la classe ouvrière, de la classe moyenne et de la classe bourgeoise liée directement aux intérêts du sucre, par une stratégie communale d'alliance des minorités. L'Alliance (gouvernementale, ndlr.) a de son côté joué avec la même formule dans la constitution de l'autre bloc communaliste dit de la "majorité" soudant une autre section de la classe ouvrière, de la classe moyenne et de la bourgeoisie d'Etat ».

C'est dans ce contexte de division du mouvement ouvrier et populaire sur des bases communalistes qu'a pris toute sa signification la participation de candidats révolutionnaires à ces élections municipales. L'OMT-FNAS a présenté des listes dans quatre circonscriptions correspondant à ses principaux secteurs d'implantation. Elle a tenu environ cinquante meetings qui ont réuni près de 200 personnes pour les réunions de quartier et jusqu'à plus de 600 pour les meetings

centraux. Un accord de répartition des circonscriptions avait été passé avec Lalit, une autre organisation qui se situe à la gauche du MMM.

Pour l'OMT-FNAS, il s'agissait, comme cette organisation l'explique dans son manifeste électoral, de proposer un « vote de sanction contre la politique économique et la stratégie de développement pro-capitaliste du gouvernement de l'Alliance », mais aussi « un vote contre le projet de développement économique du MMM » et « contre l'austérité, qu'elle soit étiquetée de gauche ou de droite ».

L'OMT-FNAS concevait sa campagne électorale comme un moment important pour renforcer son implantation et sa surface notamment en développant des bases locales du Front national anti-souffrance (FNAS), son front de masse. Sur ce point, le résultat est encourageant, puisque plusieurs locaux du FNAS ont été ouverts et qu'environ deux cents jeunes nouveaux militants ont été recrutés. Le problème qui se pose aujourd'hui à ce courant est la stabilisation de son recrutement et le déploiement d'une intervention du FNAS autour d'un thème de campagne dans les mois à venir.

En attendant, ces militants ont su faire preuve d'imagination dans la campagne pour contrebalancer l'inégalité de moyens financiers par rapport aux autres partis politiques. Ainsi dans les circonscriptions où l'OMT-FNAS avaient des candidats, du porte-à-porte a été fait pour présenter les orientations et le symbole de ces listes intitulées « dimunn » (ti-dimunn signifie en créole, les petites gens). Le journal *Week-end* du 8 décembre rapporte l'initiative de fin de campagne des militants de l'OMT-FNAS en ces termes : « A l'instar des deux grands blocs qui s'affrontent dans les municipales d'aujourd'hui l'OMT et le FNAS ont organisé un défilé, hier, pour marquer leur présence dans ces élections. Six voitures remplies de militantes et militants OMT-FNAS, une centaine de cyclistes et quelques motocyclistes ont défilé de la route Berthaud, à Quatre Bornes, jusqu'à Port Louis, rayonnant particulièrement dans les cités et les quartiers populaires (...) Les slogans appelaient l'électorat à voter pour une alternative "travailler", contre la politique capitaliste, prônée, selon l'OMT-FNAS, tant par l'Alliance MSM-PMSD que par le MMM, et pour l'unité des "ti-dimunn", des "dimunn miser" (miséreux, ndlr.) et des petits planteurs. Un défilé original par sa conception qui illustre la force et les moyens réels des deux mouvements ainsi que le rôle qu'ils entendent jouer dans la présente joute ».

Les résultats électoraux des listes OMT-FNAS sont tout à fait encourageants. Le panachage étant possible, les candidats des différentes listes de l'OMT-FNAS obtiennent des résultats différents. A Port Louis, la tête de liste obtient 1,1 % des suffrages exprimés dans une circonscription et 2,4 % dans une autre. Le meilleur résultat est remporté à Quatre Bornes avec 2,5 % des suffrages. ■